

## **Le Proche-Orient**

### **Proche-Orient, Moyen-Orient**

Le Proche-Orient est une expression usuelle dans la tradition géographique française au XIXe siècle et jusqu'aux années 1930 du XXe siècle, pour désigner l'Orient le plus proche, c'est-à-dire l'Égypte et les pays du Croissant fertile (Syrie, Liban, Irak, Jordanie, Israël).

Elle recouvrait déjà un espace plus géopolitique que géographique. En effet, dépourvu de frontières naturelles, d'unité physique ou humaine, le Proche-Orient se définissait comme un terrain investi de représentations symboliques fortes :

- le foyer originel de la Civilisation dont les Européens sont alors convaincus qu'ils en poursuivent, et eux seuls, l'édification. Chacun des grands Etats y conduit donc des fouilles dont les trouvailles enrichiront les musées de ses capitales, Berlin, Londres et Paris, qui se prétendent chacune la plus digne de cet héritage et la plus à même d'éclairer désormais l'Humanité.
- les Lieux saints des trois grandes religions monothéistes,
- l'Orient immobile et mystérieux de l'Orientalisme.

Mais il est aussi plus prosaïquement devenu, dans la seconde moitié du XIXe siècle, une zone de première importance stratégique pour les Puissances européennes. Le Proche-Orient contrôle, depuis l'inauguration du canal de Suez en 1869, la route maritime vers les Indes et l'Extrême-Orient et donc vers les possessions asiatiques des deux principales puissances européennes, l'empire britannique des Indes et l'Indochine française, mais également vers les Indes néerlandaises (actuelle Indonésie) et la Chine, objet de la convoitise européenne et même d'un début de colonisation. En outre, le Proche-Orient se révèle, en particulier en Mésopotamie, riche en pétrole aisé à extraire alors que celui-ci prend une place grandissante dans l'approvisionnement énergétique des économies industrielles.

Ainsi, pour des raisons d'ordre symbolique mais aussi d'intérêt immédiat, le Proche-Orient peut-il se définir comme le siège d'enjeux stratégiques majeurs pour les puissances européennes et, en conséquence, comme le théâtre de manœuvres diplomatiques et militaires de celles-ci que favorise la déliquescence grandissante de l'Etat censé y exercer sa souveraineté : l'Empire Ottoman.

Mais le déplacement et l'extension du champ de ces enjeux au golfe Arabo-Persique avec la découverte que le pétrole était très abondant et facile à extraire dans les régions riveraines du golfe mais aussi avec l'émergence d'une nouvelle puissance régionale, l'Arabie Saoudite, soutenue par les Etats-Unis, ont conduit, dans les décennies suivantes, maints analystes et commentateurs à étendre l'importance géopolitique du Proche-Orient à tout le Moyen-Orient, terme d'inspiration anglo-saxonne qui désigne la zone de la frontière occidentale de la Libye (et même, pour les auteurs américains, englobant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie à l'ouest et le Pakistan à l'est) jusqu'à la frontière orientale de l'Afghanistan et, du nord au sud, de la mer Noire à l'océan Indien.

Mais, ces dernières années, le rôle central joué dans les relations internationales par, d'un côté, les initiatives tendant à la résolution du conflit israélo-palestinien, et, plus généralement, à celle du conflit israélo-arabe, et d'un autre côté, l'intervention d'une coalition internationale conduite par les Etats-Unis en Irak de 2003 à 2011 et l'embrasement de la Syrie en 2011, a invité de nombreux observateurs à un constat d'évidence : au sein de l'ensemble géopolitique du Moyen-Orient, le sous-ensemble Proche-Orient justifie, à nouveau, d'être distingué, à cause, cette fois, des tensions et des conflits dont il est le théâtre ; conflits dont l'importance, si l'on en juge, par exemple, par l'attention que leur prêtent les médias internationaux, tient pour une part essentielle à la portée symbolique, à l'échelle planétaire, des enjeux qu'ils cristallisent.

### **Des conflits emblématiques**

Au cœur des tensions qui marquent le Proche-Orient se trouve le conflit israélo-arabe qui a connu, de septembre 2000 à janvier 2009, une nouvelle phase d'affrontements violents. D'abord, ceux qui, communément désignés par l'expression de deuxième Intifada (en référence à la période de violence, dite Intifada qui a secoué, au sens premier du terme en arabe, les Territoires de Cisjordanie et de Gaza entre 1987 et 1993), ont, jusqu'à fin 2005, vu se reproduire le cycle infernal des attaques palestiniennes, en particulier des attentats-suicides commis par des kamikazes sur le sol israélien, suivies des représailles israéliennes dans les Territoires (plus de 5 000 morts de septembre 2000 à fin 2005). Puis, ceux du conflit israélo-libanais de l'été 2006 (environ 2000 morts dont 170 Israéliens). Enfin l'opération « Plomb durci » (fin décembre 2008-janvier 2009) conduite par l'armée israélienne dans la bande de Gaza pour tenter de mettre fin aux tirs de roquettes sur son territoire (1330 Palestiniens et 13

Israéliens tués). Ces affrontements à répétition et les pertes humaines qu'ils entraînent, justifieraient, à eux seuls, une attention soutenue des médias internationaux.

Mais au cœur du conflit israélo-arabe, le conflit israélo-palestinien provoque beaucoup plus que cela comme en témoignent sa place dans le débat public partout dans le monde et son évocation dans les innombrables articles et ouvrages qui, dans toutes les langues, lui sont consacrés. Ce conflit, qui se joue sur un territoire minuscule à l'échelle de la planète (Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza ne couvrent, en tout, que 27 000 km<sup>2</sup>, soit à peine plus que la superficie de la Sardaigne) et n'entraîne pas les hécatombes que provoquent les conflits en Afrique orientale (ou même au Mexique, où la guerre des cartels pour le contrôle du trafic de drogue a fait 28 000 morts de décembre 2006 à décembre 2010), est devenu, par ses origines, sa nature et la personnalité de ses protagonistes, emblématique de beaucoup d'autres, ouverts ou latents. Il est « l'élément le plus complexe, le plus ancien et le plus sensible du conflit israélo-arabe » comme le disait, quelques minutes avant son assassinat par un jeune Juif ultra-orthodoxe, le 4 novembre 1995, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, à la foule rassemblée sur la plus grande place de Tel-Aviv.

En fait, un grand nombre d'individus, de peuples et d'États dont les identités culturelle, sociale et politique sont bousculées par les effets de la mondialisation et par ceux, concomitants, de l'« hyperpuissance » américaine, voient dans cette confrontation une représentation de leurs frustrations et de leurs angoisses mais aussi de leurs aspirations et de leurs espoirs.

Cette focalisation des opinions publiques est particulièrement forte dans le monde arabe que ce conflit renvoie aux échecs militaires face à Israël (1948, 1956, 1967, 1973), à l'occupation de terres arabes par Israël (Territoires palestiniens, Golan et surtout l'obsédante « perte » de Jérusalem), à son incapacité à s'unir ou au moins à faire front commun, et à son impuissance diplomatique ; il le renvoie aussi à ses difficultés économiques qui creusent, chaque année un peu plus, le fossé qui le sépare de l'Occident auquel il identifie, bien sûr, Israël (le PIB par tête israélien s'élève, en 2010 (à parité de pouvoir d'achat), à 30 000 \$ contre, par exemple, 6200 en Égypte la même année), à ses complexes en matière culturelle, nourris par la faiblesse de l'édition et de la diffusion d'ouvrages en langue arabe et par la marginalisation de cette dernière dans les instances internationales ; il le renvoie enfin à son incapacité apparente à adopter les règles élémentaires de la démocratie en vigueur en Israël et, plus généralement, à endosser les habits de la modernité dont l'État juif lui retourne l'obsédante image.

La décision des États-Unis, au printemps 2003, d'engager sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU des opérations militaires en Irak, la rapidité avec laquelle l'armée irakienne a été

défaite, l'effondrement du régime irakien, l'occupation, pendant 7 ans d'un pays arabe par l'Amérique – un pays arabe regardé avec fierté par les masses arabes en raison du prestige de sa capitale, siège du Califat de l'âge d'or abbasside, mais aussi de son potentiel humain et économique –, les menaces américaines adressées à la Syrie, inversement, le soutien actif apporté par certains États arabes du Golfe (Qatar, Émirats arabes unis, Oman) à la coalition emmenée par les États-Unis, ont évidemment aggravé le trouble du monde arabe, partagé entre révolte et abattement.

Au-delà, c'est aujourd'hui l'ensemble du monde musulman qui partage peu ou prou cette vision d'un conflit métaphorique de l'affrontement que ses propres craintes et ses propres ressentiments l'incitent à imaginer – pour le redouter ou l'espérer – engagé entre l'Islam et l'Occident. Cette attitude n'a pas toujours été unanimement partagée : l'Iran du Shah, la Turquie jusqu'à récemment, ont entretenu avec l'État d'Israël une coopération économique et militaire étroite. Mais le développement et l'influence grandissante, dans tous les pays totalement ou partiellement musulmans, de mouvements islamistes qui proclament leur haine de l'Occident et des valeurs qu'ils y attachent, modifient la donne : le sort fait aux Palestiniens ou les exactions commises par les troupes de la coalition en Irak sont interprétés comme la manifestation de tout ce qui caractérise, à leurs yeux, l'Occident honni : matérialisme, arrogance, brutalité et partialité, incarnés par le relais imposé de l'Occident en terre d'Islam, jamais autrement désigné, et donc dénoncé, que par l'expression d'« entité sioniste ».

Dans les pays en voie de développement ou émergents, ceux non majoritairement musulmans d'Afrique et d'Asie et ceux d'Amérique latine, la vision du Proche-Orient est moins passionnelle puisque dépourvue d'enjeu religieux. La situation au cœur de cette région néanmoins l'opinion parce qu'elle est regardée comme l'illustration des effets pervers du déséquilibre des rapports économiques, culturels et politiques entre le « Nord » et le « Sud ».

Le regard porté par l'Occident sur le Proche-Orient, tout aussi attentif, est, bien entendu, manifestement différent, encore que celui des États-Unis diverge sensiblement de celui de la plupart des membres de l'Union européenne.

Comme nous le montrerons plus loin, la vision géopolitique qu'ont les États-Unis du Proche-Orient intègre de nombreux paramètres, notamment celui de leurs nécessaires bonnes relations avec les monarchies pétrolières du Golfe comme avec l'Égypte et la Jordanie. Il n'en reste pas moins vrai que leur approche du problème israélo-palestinien est guidée par leur

choix, constant depuis 1967, d'un soutien économique, diplomatique et militaire sans faille à Israël, soutien perçu comme tel par le reste du monde. Celui-ci considère, en conséquence, que la poursuite ou la fin du conflit dépend largement des décisions de la principale puissance mondiale.

La vision européenne, bien que dépourvue d'une complète homogénéité, est plus ambiguë : Israël est regardé comme un pays proche par la géographie, l'économie (l'Union européenne est le premier partenaire commercial d'Israël), la culture et les valeurs démocratiques partagées ; mais, pour des raisons historiques et stratégiques que nous préciserons dans la partie consacrée aux représentations européennes du Proche-Orient, l'attention portée à l'avenir des Palestiniens est plus vive qu'outre-Atlantique (l'Union européenne est le principal bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne). Cette attention est, bien entendu, déplorée en Israël, et même sévèrement condamnée, en particulier quand elle est le fait de l'ancienne puissance mandataire : le Royaume-Uni ou, plus encore, du seul allié des temps héroïques de l'Indépendance à 1967 : la France.

La position de la Russie et celle de la Chine ont beaucoup évolué depuis une dizaine d'années. Bien que concurrentes au Proche-Orient, elles y ont joué, l'une et l'autre, la carte arabe jusqu'à la fin des années 1980. Aujourd'hui, elles sont partagées entre leur besoin de renforcer leurs relations en matières technologique et commerciale avec Israël et leur souci, stratégique, de ménager leurs intérêts économiques et leur image, y compris dans ce dernier cas à cause de leur situation intérieure et de leurs problèmes propres de voisinage, dans les pays arabes et le monde musulman en général. Le « Printemps arabe » de 2011, le soulèvement syrien en particulier ont toutefois montré que ces deux puissances sont, pour d'évidentes raisons liées à leurs problèmes de politique intérieure et de défense de leurs intérêts stratégiques, favorables, a priori, au maintien des pouvoirs en place, y compris les plus tyranniques, avec lesquels ils traitaient jusque-là ; et seul leur souci de ne pas apparaître comme les derniers suppôts de régimes condamnés de toutes les manières à disparaître les a conduit à leur retirer, in extremis, leur appui.

On le voit, le Proche-Orient, dans les limites que nous avons rappelées, occupe une place centrale sur l'échiquier géopolitique mondial. S'y affrontent des visions multiples et contradictoires, à commencer par celles des protagonistes locaux, qui combinent en représentations complexes, d'une part, des enjeux stratégiques, avoués ou dissimulés, régionaux et mondiaux et, d'autre part, des perceptions et des convictions identitaires, sociales, culturelles et religieuses, fortes et antagonistes.

## Un espace de contact

Le Proche-Orient n'a pas d'unité physique : toutes les formes de relief, plaines littorales et fluviales, plateaux, collines et montagnes, y sont juxtaposées. Ce qui fait sa cohérence, et selon les moments de l'Histoire sa prospérité ou son malheur, est sa position entre l'Orient et l'Occident.

Les massifs montagneux se localisent premièrement, en prolongements du Taurus turc et du Zagros iranien, sur les confins nord-est de la région, dans ce qui est aujourd'hui le Kurdistan irakien où ils culminent à 3 607 m. Un deuxième ensemble montagneux borde, en plis parallèles, le littoral méditerranéen ; il est coupé de vallées fortement encaissées qui dévalent vers la mer et vers l'intérieur ; des points les plus hauts du mont Liban (3 083 m au Kornet es Saouda) et de l'Anti-Liban (2 464 m et 2 814 m au mont Hermon qui le prolonge au sud), il s'abaisse vers le nord dans le Djebel Ansarieh (1 562 m) et vers le sud, après l'ensellement du Litani, dans les monts de Galilée, puis de Judée à l'ouest, et dans les plateaux de Transjordanie à l'est. Cet ensemble est prolongé encore plus au sud par le massif du Sinaï (2 637 m au Djebel Katherina) auquel se rattachent, du point de vue géologique, les montagnes de l'Est égyptien (2 187 m). Au milieu de cet ensemble court, du sud au nord, un ensemble de profonds fossés d'effondrement, prolongement du rift de la mer Rouge : golfe d'Aqaba, dépression du Wadi Araba, mer Morte (393 m sous le niveau de la mer), vallée du Jourdain, plaine de la Bekaa et Gaab syrien ; l'activité sismique des failles bordières, toujours sensible aujourd'hui, s'est accompagnée au Tertiaire d'épanchements volcaniques (plateau du Golan) et vaut à la région des sources thermales réputées depuis l'Antiquité. Ces massifs et les plateaux qui les prolongent en Syrie et en Jordanie encadrent les plaines littorales et fluviales.

La plaine côtière méditerranéenne est un étroit liseré, marécageux à l'état naturel, bordé de dunes, parfois interrompu par des éperons rocheux, compartiments des hauteurs de l'arrière-pays montagneux ; la plaine littorale ne s'épanouit vraiment que dans le delta du Nil que prolonge à l'ouest une plaine désertique parsemée de dépressions. Les plaines fluviales se composent de deux ensembles principaux : l'étroite vallée du Nil et la large plaine mésopotamienne drainée par le Tigre et l'Euphrate. De cette diversité de la topographie, on retiendra toutefois, pour notre propos, qu'elle offre des voies naturelles de circulation nord-sud, par la plaine littorale et par les fossés d'effondrement de l'intérieur, voies qui relient l'Afrique à l'Eurasie et celles, ouest-est, qui mettent les abris côtiers méditerranéens en communication, par des vallées profondes, aisées à contrôler, avec les plateaux et les plaines qui conduisent vers l'Asie. Le croisement de ces axes ajoute à l'importance stratégique de l'espace proche-oriental.

Le Proche-Orient n'a pas non plus d'unité climatique. Certes, il appartient au vaste ensemble des

régions semi-arides et partout l'été est caractérisé par une sécheresse et un ensoleillement persistants ; mais le relief, la latitude et la proximité ou non de la Méditerranée introduisent de forts contrastes de température et de pluviométrie. Le climat méditerranéen du littoral et des premiers reliefs qui le bordent fait place plus à l'est et au sud aux climats torrides avec des températures qui, en altitude et dans les régions désertiques, varient considérablement entre le jour et la nuit. Le régime des précipitations est influencé par les mêmes facteurs : le versant occidental du mont Liban reçoit environ 1 300 mm par an, Beyrouth 900 mm, Ashqelon encore 420 mm mais en allant vers le sud et vers l'est l'aridité est grandissante : Damas ne reçoit que 266 mm et Bagdad, 225 mm avec de forts écarts (de 1 à 5) d'une année sur l'autre. Ce qui a permis à l'homme de s'affranchir de cette contrainte est la présence de rivières et fleuves pérennes nés du « château d'eau libanais » comme le Jourdain et sa retenue naturelle du lac de Tibériade ou exogènes, dans des périphéries montagneuses humides, comme le Nil, l'Euphrate et le Tigre qui donnent aux hommes cette eau que le ciel leur refuse. On comprend donc pourquoi le Proche-Orient a été très tôt peuplé et très tôt disputé.

### **Un espace très tôt peuplé et très tôt disputé**

#### *Le foyer originel de la « révolution néolithique »*

Le Proche-Orient est le foyer originel de la « révolution néolithique ». Cette dernière y déploie ses différents aspects entre 10000 et 6000 avant J.-C. Le Proche-Orient, en raison de ses contrastes topographiques et climatiques, la met en œuvre d'une manière duale qui n'a pas complètement disparu de nos jours : dans les plaines et le long des fleuves, par l'agriculture et l'élevage pratiqués par des paysans sédentaires ; dans les zones semi-arides, par l'élevage extensif auquel se livrent des populations qui nomadisent entre les hauteurs arrosées et herbeuses, l'hiver, et les points d'eau des fonds de vallée, l'été. Depuis toujours, comme le montre l'épisode biblique de Caïn et Abel, et jusqu'à une époque récente, cette coexistence fut loin d'être pacifique. Les sédentaires craignaient les nomades, surtout ceux qui arrivaient régulièrement des périphéries désertiques comme la péninsule Arabique, cavaliers redoutés qui se livraient à la *razzia* pour piller les récoltes et s'emparer des troupeaux.

#### *Le berceau de l'Etat et du monothéisme*

À cette dispute ancestrale de l'espace, s'ajoutèrent celles que provoqua l'invention, par les

sédentaires, des premiers « États », nés du besoin collectif d'organiser la production (irrigation, stockage des récoltes, etc.) et d'en protéger les acteurs et les fruits.

Ces « États », les premiers de l'Histoire, apparaissent sous forme de cités-États ; de ces dernières, naissent par agrégation ou par conquête, les royaumes et les empires qui se disputent dès la haute Antiquité la suprématie régionale : Empire égyptien, Empire assyrien, royaume de Babylone, Empire Hittite (d'origine anatolienne), Empire mitannien, tandis que des groupes arrivent par vagues successives du nord (Hourrites), de l'est (Aryens, Mèdes) de la péninsule Arabique (Ammorrites, Amariens, Chaldéens) et de la mer méditerranéenne (« peuples de la mer », Philistins qui donneront leur nom à la Palestine) qui s'y intègrent ou tentent, comme les Hébreux, de s'y tailler un territoire. Le Proche-Orient est aussi un foyer précoce d'invention et de réflexion que sa position de contact féconde. La roue y est inventée, dans le sud de la Mésopotamie, vers 3500 avant J.-C. ; l'écriture y naît, aussi en Mésopotamie, vers 3400 avant J.-C. et en Égypte vers 3200 avant J.-C. ; l'alphabet s'y impose, avec celui mis au point en Phénicie, vers 1100 avant J.-C. ; le droit y fait ses premiers pas avec, comme plus célèbre, sinon plus ancienne illustration, le « code » d'Hammourabi (vers 1760 avant J.-C.) ; sur le plan religieux, du polythéisme pratiqué partout au Moyen-Orient émergent dès la première moitié du deuxième millénaire avant J.-C. des formes de monolâtrie (les fidèles reconnaissent l'existence de plusieurs dieux mais n'en vénèrent qu'un qui leur est propre, les guide et les protège), en forme d'adoration d'un dieu "national", comme le culte d'Assur dans la cité éponyme puis dans toute l'Assyrie ou, selon certains historiens, celui d'Elohim par les Hébreux tel qu'il leur apparaît dans les temps les plus anciens de l'histoire hébraïque. Dans ce contexte s'élabore le monothéisme, celui prêché par Zoroastre en Perse, probablement au VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. mais aussi celui des Hébreux car il n'est d'ailleurs pas exclu que le zoroastrisme, lorsque les Perses, au VI<sup>e</sup> siècle, prirent Babylone où avait été déportés les élites judéennes ait pu influencer les rédacteurs des chapitres de la Torah rédigés à Babylone.

### *Les Hébreux, petit peuple, grand destin*

Ceux-ci, selon les textes bibliques, forts de la promesse de leur divinité, après les épisodes bibliques de la sortie d'Égypte, vers 1300 avant J.-C., et de l'Exode, entreprennent la conquête de la *Terre promise* : le pays de Canaan « où coulent le lait et le miel ». Leurs rois, David, qui règne de 1000 à 970 avant J.-C., puis son fils Salomon, sur le trône de 970 à 928 avant J.-C., établissent Jérusalem comme capitale et centre culturel – le fameux Temple de Salomon – d'Israël. Peu importe ici que la véracité de ces épisodes minutieusement décrits par la Bible hébraïque ait été confirmée ou contestée



par l'archéologie contemporaine puisque ces événements, parfois réels et souvent légendaires<sup>1</sup>, fondateurs de l'identité juive, sont invoqués, encore aujourd'hui, en Israël par ceux qui entendent légitimer, au nom de la promesse divine, leur revendication du Grand Israël de la mer au Jourdain. Mais ils sont aussi invoqués par les fidèles des deux grands monothéismes qui en sont issus, le christianisme et l'islam, pour s'opposer à ladite revendication : ainsi de la ville d'Hébron qui abrite le tombeau des Patriarches revendiqué comme son deuxième lieu saint par le judaïsme, comme la « mosquée d'Ibrahim » par les musulmans (Médine, La Mecque, le mont du Temple) et comme un des hauts-lieux de la « Terre Sainte » par le christianisme.

### *L'âge des empires*

Théâtre de conflits incessants, qui conduisent notamment à la prise de Jérusalem par l'armée de Nabuchodonosor, à la destruction du Temple et à la déportation des Juifs à Babylone (588 avant J.-C.), autres éléments importants de la mémoire collective juive, le Proche-Orient change de statut « géopolitique », en 539 avant J.-C., avec la prise de Babylone par Cyrus le Grand : il n'est plus seulement un enjeu pour des dynasties autochtones mais aussi pour des empires périphériques ; cette situation va se perpétuer jusqu'à nos jours. Aux Perses achéménides, qui ont autorisé les Juifs à retourner dans leur pays et à rebâtir le Temple, succèdent, après les conquêtes d'Alexandre (333-330 avant J.-C.), les Grecs, Lagides en Égypte, Séleucides en Asie Mineure ; à ces derniers, seuls continuent de résister, comme ils l'avaient fait face à Alexandre, les Nabatéens qui, de leur repaire de Pétra, en Transjordanie, organisent le lucratif commerce de la myrrhe et de l'encens. Partout ailleurs, le Proche-Orient appartient désormais au monde « hellénistique », ses élites adoptent la langue grecque et ses villes, dont des dizaines ont alors été créées, au premier rang desquelles Alexandrie, contribuent brillamment au rayonnement de la culture grecque même si la région sert aussi de terrain aux guerres incessantes que se livrent Lagides et Séleucides. Ces derniers, affaiblis, doivent accepter, après la révolte juive de 168 avant J.-C., conduite par Judas Macchabée et ses frères, que s'instaure, sous l'autorité des descendants de ceux-ci, les Asmonéens, un royaume juif qui, au maximum de son extension, retrouve l'étendue de celui de Salomon, du moins celle avancée par le texte biblique. Cet épisode qui dure jusqu'à l'arrivée des Romains, l'exécution d'Antigone, dernier roi Asmonéen (37 avant J.-C.) et la prise du pouvoir, avec l'appui de l'occupant, par Hérode l'Iduméen, établit une des références importantes des représentations sionistes, avec celle du royaume de David et de son fils Salomon.

---

<sup>1</sup> Israel Finkelstein, Neil Asher Silberman, *La Bible dévoilée*, Bayard, 2002 ; *Les Rois sacrés de la Bible*, Bayard 2006

Les Romains, qui entament leur conquête du Proche-Orient en 64-63 avant J.-C., ouvrent à ce dernier de nouveaux horizons. L'empire accorde à ses provinces d'Orient un soin particulièrement attentif. Il veille à les protéger des attaques répétées des Parthes puis des Perses, à augmenter leur production par des défrichements et l'extension des oliveraies et des vignobles, à développer leur commerce, à étendre et entretenir leur réseau routier et à embellir leurs villes (théâtres, thermes, fontaines, etc.). L'époque romaine est aussi marquée, en Palestine, par des événements, mineurs pour les contemporains romains, mais majeurs pour l'avenir du Proche-Orient et pour expliquer ses représentations locales et mondiales actuelles : les révoltes juives, d'une part, et la naissance du christianisme, d'autre part.

### *Les révoltes juives et leurs conséquences*

La Grande révolte juive qui débute en 66 de notre ère est matée par Titus, fils de l'empereur Vespasien, en 70 : Jérusalem est prise, le Temple est détruit et les révoltés qui ont survécu aux massacres, sont réduits en esclavage. Cet épisode marque fortement la mémoire juive et le prolongement de celui-ci – le choix des assiégés de Massada qui résistent, dans leur citadelle dominant la mer Morte, aux Romains jusqu'en 73, de se suicider plutôt que de se rendre –, est devenu pour les Israéliens le symbole de leur détermination à lutter jusqu'à la mort pour triompher de l'« encerclement » : « Massada ne succombera pas une seconde fois » viennent y jurer chaque année les jeunes recrues de l'armée blindée israélienne.

L'écrasement de la seconde révolte juive (132-135) est suivi de persécutions religieuses : le nom de Jérusalem est effacé, la ville est renommée Colonia Aelia Capitolina et les circoncis y sont interdits de séjour. Les survivants prennent, selon la tradition juive, adoptée par les chrétiens qu'elle conforte dans leur conviction que les Juifs sont condamnés à errer pour ne pas avoir reçu Jésus comme le Messie, le chemin de l'exil et rejoignent les communautés de la Diaspora établies dans tout l'Empire romain où les Juifs forment alors une importante communauté numérique (environ 8 millions d'individus sur les 70 que comptait l'Empire romain). Bien que cet exil des juifs de Judée soit historiquement contesté<sup>2</sup>, il va constituer pour le judaïsme rabbinique, celui qui fait face au christianisme un marqueur identitaire fort : la condition d'exilé, de déraciné est une composante essentielle de la personnalité juive. Aussi, année après année, récitera-t-on dans toutes les communautés juives la formule liturgique, en forme d'espoir, de « l'an prochain à Jérusalem ». Cette espérance est restée suffisamment forte dans beaucoup de communautés, près de deux mille ans plus

---

<sup>2</sup> Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2008

tard, pour que les pionniers du sionisme, pourtant rarement religieux, la revendique parmi les justifications de leur entreprise comment en témoigne la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël du 14 mai 1948 : « la terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national. C'est là qu'il réalisa son indépendance, créa une culture d'une portée à la fois nationale et universelle et fit don de la Bible éternelle au monde entier. ».

### *Le christianisme*

Le climat politique troublé qui caractérise la Palestine des premières décennies de notre ère est entretenu par l'effervescence religieuse qui règne dans les milieux juifs où se multiplient les sectes messianiques et prophétiques.

C'est dans ce contexte particulier que naît le christianisme. Sa diffusion, d'abord limitée à des communautés orientales et méditerranéennes d'autant plus restreintes qu'elles sont persécutées, se généralise, sur fond de déclin de l'Empire romain, après l'édit de Milan, pris par l'empereur Constantin en 313, qui autorise les chrétiens à pratiquer librement leur culte, et plus encore après la décision de l'empereur Théodose I<sup>er</sup> le Grand d'instituer le christianisme, religion d'État en 380. Les conditions et les formes de l'expansion de la foi nouvelle ont puissamment contribué, sur le long terme, à façonner les représentations, locales et extérieures, du Proche-Orient et ceci de trois manières.

Comme seuls les Juifs résistent à la christianisation massive qui résulte des décisions de Constantin et de Théodose le Grand, elles fondent une incompréhension bimillénaire.

Par sa diffusion en Occident, le christianisme sacralise, en même temps qu'il les rend familiers, les sites de la vie et de la prédication de Jésus au regard des populations européennes converties. Le Proche-Orient devient ainsi la *Terre sainte* appropriée des représentations occidentales.

Le poids que prennent Rome et Byzance (où, devenue Constantinople, l'empereur Constantin a déplacé sa capitale en 324) génère des conflits d'autorité ou théologiques avec les Églises du Proche-Orient, à l'origine de la mosaïque confessionnelle qui caractérise le christianisme proche-oriental jusqu'à nos jours.

### **Les Arabes**

Les plus anciennes informations sur les Arabes proviennent des textes assyro-babyloniens et hébraïques. À partir du IX<sup>e</sup> siècle avant notre ère, ils situent dans le désert syro-mésopotamien et le nord-ouest de l'Arabie une population dénommée Aribi, Arubu, Uru en akkadien et Arab en hébreu.

L'étymologie du mot Arab est discutée ; une des hypothèses propose qu'il provienne du toponyme Arabah qui, en hébreu, désigne le désert et particulièrement la dépression désertique au sud de la mer Morte et que, par métonymie, il désigne ensuite les nomades de cette région pour caractériser enfin toutes les populations présentant les mêmes caractéristiques linguistiques et culturelles. On ne peut pas non plus jusqu'où s'étendait vers le sud la population arabe. Mais, en tout cas, dans la région de l'Arabie heureuse (Yémen actuel), les habitants considéraient les Arabes comme des étrangers, et réciproquement.

Les tribus arabes d'avant l'Islam, bien que souvent en conflit entre elles, formaient objectivement une ethnie. Elles parlaient une même langue et partageaient un certain nombre de traits culturels distinctifs : institutions (calendrier commun, trêves sacrées, etc.) et sanctuaires communs, généalogies fictives qui, très anciennement sans doute, rattachent les tribus les unes aux autres, retrouvailles pour des joutes oratoires et littéraires ou à l'occasion des grandes foires.

## **L'islam**

Au début du VII<sup>e</sup> siècle, Mahomet prêche à ces populations, d'abord à la Mecque puis, après l'Hégire (622) et jusqu'à sa mort (632) à Yathrib, devenue depuis Médine (« la Ville »), une doctrine d'un monothéisme strict, l'islam, qu'il dit à la fois universellement valable mais révélée, dans leur langue, sous une forme spécifique, aux Arabes. Les chrétiens d'Orient, contemporains de la première expansion musulmane, n'y virent d'abord qu'un nouveau groupement apparenté au judaïsme et au christianisme, un de ceux que Jean Damascène (vers 676 - 749) énuméra dans les notices de son traité sur les sectes.

De même ni le pouvoir byzantin ni son ennemi perse n'ont, au début, cru au danger arabe. Les Arabes sont considérés par les deux empires comme une population, certes parfois turbulente, mais d'importance marginale. Ce n'est que peu à peu que l'altérité de l'Islam et sa force d'entraînement apparurent mais il était trop tard : après la mort du Prophète en 632, une expansion fulgurante mena les armées arabes fort loin de leur patrie.

En un siècle, avec leurs alliés convertis à la foi nouvelle, elles avaient atteint la Gaule (bataille de Poitiers, 732) et se trouvaient devant les frontières de l'Inde et celles du Turkestan chinois.

Comment expliquer pareil succès ?

Les tribus arabes, soudées par leur nouvel idéal religieux qui leur assure : « Vous êtes la meilleure communauté qui ait été produite pour les hommes » (IIIe, 106-110), sont impatientes de sortir de leur péninsule pour, comme le leur a enjoint le Prophète, proclamer sur toute la Terre la révélation coranique, y trouver une récompense matérielle sous forme de butin et s'y couvrir de gloire par des actes de bravoure si mémorables que les sagas, si chers aux nomades guerriers, les retiendront.

Par ailleurs, la conquête arabe est facilitée par la faiblesse concomitante des empires byzantin et perse épuisés par leur affrontement : la prise de Jérusalem par les Perses, en mai 614, sa destruction (y compris le Saint-Sépulcre construit par Constantin Ier) et la perte de la relique de la Vraie Croix emportée à Ctésiphon, capitale des Perses, sème, outre la ruine, un profond désarroi chez les chrétiens du Proche-Orient. Mais en 629, l'empereur byzantin Héraclius vainc les Perses, reprend possession des territoires perdus et s'avance jusqu'en Perse ; il y reprend la relique de la vraie Croix et la rapporte lui-même à Jérusalem. Mais Byzance et la Perse se sont épuisées, matériellement et spirituellement, dans ce conflit au moment même où les armées arabes se mettent en mouvement.

Enfin, la conquête arabe se fortifie par un enchaînement des victoires que seule la vérité de la foi nouvelle peut expliquer aux yeux des troupes musulmanes ainsi toujours plus confiantes et donc toujours plus combatives.

## **La conquête du Proche-Orient**

L'irruption de l'islam va ainsi bouleverser durablement les données politiques et religieuses au Proche-Orient. Les guerriers arabes remportent, du vivant du prophète Mahomet, une première bataille contre les Byzantins près de Karak (Jordanie actuelle) en 629, mais c'est la défaite de l'armée impériale sur le Yarmouk (rivière frontalière entre la Syrie et la Jordanie actuelles), en 636, quatre ans après la disparition du Prophète, qui ouvre aux Arabes les portes du Proche-Orient dont ils achèvent la conquête en 646.

## **Les Omeyyades**

Ali, gendre et cousin de Mahomet, quatrième calife (chef de la communauté musulmane), est assassiné en 661, après avoir vu son califat contesté par le gouverneur de Syrie, Muawiya. Ceci entraîne, pour le Proche-Orient, deux conséquences importantes : sur le plan religieux, la sécession chiite des partisans d'Ali complique un peu plus la donne régionale puisque le chiisme s'implante

durablement dans le centre et le sud de la Mésopotamie autour de ses lieux saints (Nadjaf et Karbala, situés dans l'Irak actuel) et, sous l'effet des persécutions, cherche refuge, dans les siècles suivants, dans la région accidentée du Sud-Liban. Sur le plan politique, la fondation par Muawiya de la dynastie des Omeyyades (660-750), avec pour capitale Damas, place désormais le Proche-Orient au cœur du califat ; la Syrie, la Palestine et la Jordanie actuelles se couvrent de mosquées et de palais admirables qui témoignent de ce rôle central ; langue de la Révélation, l'arabe devient aussi une langue de culture et de communication. Sous cette dynastie, on s'intègre à la caste dominante à la fois en adoptant l'islam et en se rattachant à une tribu arabe par un lien de clientèle, en *s'arabisant* : Le Proche-Orient devient arabe sans pour autant devenir musulman étant donné le grand nombre de chrétiens dans les territoires conquis au Proche-Orient et la timide politique de conversion des populations soumises, qui s'explique, en partie, par les problèmes fiscaux que poseraient des conversions massives (les chrétiens versant un impôt que les musulmans n'acquittent pas), politique qui fut, plus tard, reprochée aux Omeyyades blâmés pour la tiédeur de leur foi.

## **Les Abbassides**

En 750, la dynastie des Omeyyades est renversée par Abbas, un descendant d'un des oncles de Mahomet. Il choisit de déplacer en Mésopotamie la capitale de l'empire et fonde Bagdad en 765. La période abbasside donne au Proche-Orient actuel l'un de ses traits caractéristiques : elle voit en effet se produire l'islamisation des populations à laquelle les Omeyyades, plus par opportunité que par manque de conviction, avaient renoncé. Le Proche-Orient devient musulman.

Toutefois, les chrétiens ne disparaissent pas complètement : ils se maintiennent en nombre dans des zones-refuges comme la montagne libanaise et en petites communautés urbaines ou rurales, ailleurs ; comme partout dans les empires musulmans, ils sont *dhimmi* (protégés) en vertu du statut qu'accorde l'islam aux « peuples du Livre » (Juifs, chrétiens et zoroastriens), autorisés à demeurer en terre d'Islam, à y pratiquer leur culte et à gérer selon leur droit les affaires privées (mariage, succession, etc.) mais contraints à des contreparties qui révèlent leur infériorité : paiement d'un impôt spécifique, port de signes vestimentaires distinctifs, interdiction d'ériger des édifices religieux plus élevés que ceux des musulmans ou d'utiliser le cheval comme monture.

Les Juifs résistent mieux, au Proche-Orient comme dans le reste des empires musulmans, à l'islamisation : minoritaires, dispersés dans tout l'empire, ayant donné des gages de loyauté aux nouveaux maîtres dès les premiers temps de la conquête arabe, ils ne représentent pas une menace, bien au contraire, pour le pouvoir musulman ; leur conversion n'est donc pas pour ce dernier un enjeu prioritaire ; la solidité des structures communautaires et leur vigueur théologique font le reste. Mieux,

avec un statut de *dhimmi* qui ne leur est pas toujours appliqué, la langue arabe adoptée, ils occupent à la Cour, dans le commerce, les sciences et les arts, les positions les plus hautes. Cet « âge d'or » jette les bases d'une brillante et durable culture judéo-arabe. Or l'islam a, depuis ses origines, un «contentieux» théologique avec le judaïsme, inspirateur délégitimé de la foi coranique. Ainsi prend forme alors cette représentation ambiguë du Juif dans le monde arabe et, au-delà, dans le monde musulman : admiré pour sa science et son savoir-faire dans de nombreux domaines, recherché pour ses compétences (médicales, diplomatiques, etc.) mais honni pour n'avoir pas voulu entendre le message du Prophète qui pourtant l'y invitait prioritairement.

## **Les croisades**

Dans un Proche-Orient passé sous le contrôle turc, se produit à la fin du XI<sup>e</sup> siècle un événement à la portée considérable : les croisades. Un élan collectif qui incite des dizaines de milliers d'Européens (les Franj des récits arabes car les « Francs » du Royaume de France sont les plus nombreux) à se rendre et combattre en Orient, et pour une partie d'entre eux à s'y installer, pendant deux siècles, du départ de la première croisade en août 1096 à l'évacuation du Château Pèlerin (sur la côte méditerranéenne au sud de Haïfa), en août 1291, après la prise de Saint-Jean-d'Acre.

Comme le souligne fort bien Amin Maalouf<sup>3</sup>, les croisades ont eu des répercussions très fortes mais très différentes sur l'Orient arabe et sur l'Occident.

Le long contact de celui-ci avec une civilisation, qui lui était supérieure dans la plupart des domaines, a stimulé sa curiosité intellectuelle : les croisés qui se fixent sur place, apprennent l'arabe, s'intéressent à la culture, aux pratiques et aux coutumes locales ; ils en adoptent même certaines, par exemple vestimentaires. L'Occident effectue de nombreux emprunts scientifiques et techniques ; ce dont son vocabulaire témoigne. Les nombreux récits qui rapportent les croisades, déposent dans la mémoire collective occidentale des images tenaces jusqu'à nos jours ; celles d'un Orient attirant par sa beauté, son raffinement et ses richesses, troublant par ses mœurs singulières comme la polygamie et surtout menaçant par son ardeur guerrière dont témoigne la déconfiture des croisés et que les conquêtes ottomanes en Europe et la prise de Constantinople (1453) confirment.

Pour le Proche-Orient, les conséquences des croisades sont bien différentes. Celui-ci, loin de s'ouvrir à ce que pourtant ces chroniqueurs relèvent comme positif dans la société franque comme, par exemple, les droits qui limitent le pouvoir du roi, se refuse au contact et à l'emprunt. La stagnation économique et culturelle qui suit, pour de longs siècles, les croisades, sans que ces dernières en soient

---

<sup>3</sup> Amin Maalouf, *Les croisades vues par les Arabes*, Jean-Claude Lattès, 1983

la cause, installe l'Orient devenu *immobile*, dans une posture qu'il n'a pas complètement abandonnée aujourd'hui : « À la fois fasciné et effrayé par ces Franj qu'il a connu barbares, qu'il a vaincus mais qui, depuis, ont réussi à dominer la Terre, le monde arabe ne peut se résoudre à considérer les croisades comme un simple épisode d'un passé révolu (...) les responsables politiques et religieux du monde arabe se réfèrent constamment à Saladin, à la chute de Jérusalem et à sa reprise. Israël est assimilé dans l'acceptation populaire comme dans certains discours officiels, à un nouvel État croisé<sup>4</sup>. » S'est ainsi sédimentée dans la mémoire collective arabe, puis dans celle de l'ensemble du monde musulman, cette vision des croisades comme celle d'un viol originel de l'Orient par l'Occident. Cette perception se retrouve dans les représentations arabes et musulmanes contemporaines : les croisades marqueraient la première étape d'une longue agression dont elles sont emblématiques.

## **Les Mamelouks**

La dynastie des Mamelouks va régner trois siècles sur le Proche-Orient. Les Mamelouks, recrutés parmi les captifs non musulmans, constituaient autrefois la garde des califes abbassides. Ils se sont emparés du pouvoir en 1250, ont été victorieux des Mongols (1260) et des croisés en Terre sainte (1291, voir ci-dessus). Mais sous leur domination, le Proche-Orient entre dans une longue période de décadence : ses villes se dépeuplent, les populations retournent au nomadisme, les pillages des villages et des caravanes par les tribus bédouines redoublent, la peste y est endémique.

Le sultan ottoman Selim met fin au règne mamelouk sur le Proche-Orient : à la bataille de Marj Dabiq, au nord d'Alep, le 24 août 1516, les Mamelouks sont écrasés, le sultan mamelouk est tué et son protégé, le calife abbasside, est fait prisonnier. Selim bat de nouveau les Mamelouks au mont Mokattam, près du Caire, le 22 janvier 1517. Tout le Proche-Orient et le Hedjaz - et donc les lieux saints de La Mecque et Médine- passent sous l'autorité ottomane. Maître des lieux saints de l'islam, Selim envoie à Istanbul l'épée, la robe, l'étendard et des dents de Mahomet et transforme Istanbul en centre du califat.

À la mort de Sélim, en 1520, son fils, le célèbre Soliman le Magnifique, lui succède.

---

<sup>4</sup> Amin Maalouf, *op. cit.*



## Les Ottomans

L'Empire ottoman a existé de 1299 à 1922 (soit 623 ans). Il fut fondé par l'une des vingt-deux ou vingt-quatre tribus turciques oghouz que l'on considère comme étant les ancêtres des Turcs établis actuellement en Asie occidentale, de la Turquie à l'Iran occidental. La première mention des Oghouz apparaît dans une inscription du haut Ienisseï, au VIIe siècle, suivant laquelle six tribus turques de la région avaient formées une union appelée oghouz. Du VIIIe siècle au XIe siècle, les Oghouz se déplacèrent vers l'Asie centrale et habitèrent dans la région située entre la mer Caspienne et la mer d'Aral ; ils commencèrent à s'islamiser à partir de la seconde moitié du Xe siècle.

Au XIe siècle, la tribu oghouz des Seldjoukides conquiert l'Anatolie au détriment de l'Empire byzantin et impose un premier sultanat turc.

Pendant que ce dernier se décompose à la fin du XIIe siècle, une autre tribu oghouz monte en puissance sous le règne de son chef Osman Ier (nom qui donnera Ottoman en français). En 1299, ce dernier conquiert la ville byzantine de Mocadène, aujourd'hui Bilecik. Cette date marque le commencement de l'édification de l'Empire ottoman. Jusqu'à sa mort en 1326, Osman Ier conquiert plusieurs autres villes et places fortes byzantines, ainsi que certaines principautés turques voisines. Ses successeurs continuent sa politique d'expansion. Celle-ci doit beaucoup à la création, en 1329, par Ohran, fils et successeur d'Osman Ier, du corps d'infanterie des janissaires (du turc *Yeniçeri*, littéralement « nouvelle milice »), l'armée ottomane, héritière des traditions militaires turco-mongoles, ne possédant pas jusque-là d'infanterie.

Le corps des janissaires était exclusivement composé d'enfants chrétiens, soit prisonniers de guerre, soit réquisitionnés à raison d'un fils sur cinq. Cette pratique était appelée devchirmé ("cueillette" en turc). A l'apogée de l'empire, les janissaires étaient donc recrutés dans les provinces chrétiennes grecques, bulgares, serbes, russes, ukrainiennes, roumaines, albanaises, croates, hongroises, arméniennes ou géorgiennes. La création de ce corps d'armée janissaire permet de respecter la lettre de la charia qui interdit la réduction en esclavage d'enfants et d'hommes musulmans puisqu'on contourne le problème avec des esclaves chrétiens, capturés très jeunes, formés et islamisés. Les janissaires ont donc le statut d'esclaves. Entièrement consacrés à la vie militaire, ils n'ont pas le droit de se marier.

Ce recrutement permettait à l'empire de renforcer son armée tout en affaiblissant ses sujets

chrétiens privés d'une partie de leurs forces vives en cas de soulèvement. Les janissaires formèrent donc l'épine dorsale de l'armée ottomane et prouvèrent leur valeur, notamment à la bataille de Nicopolis, à l'époque du sultan Bayezid Ier (Bajazet en français), en 1396 contre la croisade hongroise.

A l'apogée de l'Empire ottoman, le haut commandement militaire et politique de l'empire ottoman est essentiellement fondé sur ce corps des janissaires. Le conseil du sultan ou diwan est principalement composé de janissaires. Le grand vizir, Premier ministre de l'Empire, est un janissaire.

L'empire ottoman conquiert Gallipoli, son premier territoire européen, en 1347, puis s'étend à travers les Balkans. En 1389, une victoire décisive à la bataille du champ des merles, dans l'actuel Kosovo, marque la fin de l'existence des royaumes serbes. La Serbie est définitivement annexée par les Ottomans après la chute de Smederevo en 1459.

Six ans plus tôt, en 1453, commandées par le sultan Mehmet II, les armées ottomanes s'étaient emparés de Constantinople et mis fin à l'Empire byzantin.

### **Le Proche-Orient sous domination ottomane**

À partir de 1516, tout le Proche-Orient est passé sous le contrôle des Ottomans, après qu'ils en eurent, comme nous l'avons vu plus haut, chassé les Mamelouks. Ils y régneront quatre siècles. Mais, pour eux, les enjeux stratégiques sont ailleurs, en Europe et en Méditerranée, à l'exception toutefois de la route du Hedjaz qui conduit aux lieux saints de La Mecque et Médine qu'ils s'emploient épisodiquement à défendre contre les razzia bédouines. Aussi le Proche-Orient, après une reprise démographique au XVI<sup>e</sup> siècle, s'enfoncé-t-il, un peu plus, dans l'apathie.

Toutefois, une décision du sultan Soliman le Magnifique, qui règne de 1521 à 1566, est lourde de conséquences pour l'avenir de la région car elle y introduit durablement l'influence des puissances montantes européennes. En effet, en 1528, le sultan accorde, par ce que nous avons coutume d'appeler des « capitulations », des avantages au commerce des sujets du roi de France à Alexandrie, concession qu'il étend en 1569 aux échelles (au sens d'escales) du Levant et aux ports de l'Anatolie. Les mêmes prérogatives sont consenties aux Anglais en 1579 et aux Hollandais en 1612. Au fur et à mesure de leur renouvellement, les capitulations augmentent les privilèges consentis aux négociants européens installés à Smyrne, Alep, Tripoli, Beyrouth, Saïda et Alexandrie, en leur accordant, outre des exemptions douanières, un statut privilégié : placés sous la protection de leur consul, représentant

de l'État bénéficiaire de capitulations, ils jouissent d'une quasi-immunité. Dans le cas de la France, la protection s'étend à tous les Latins (chrétiens relevant de Rome) de l'Empire ottoman.

Si ces capitulations permettent un accroissement des échanges entre le Proche-Orient et l'Europe, elles vont aussi, compte tenu du différentiel de croissance économique entre ces deux régions, contribuer à accentuer continûment l'influence occidentale au Proche-Orient.

Mais c'est au XIX<sup>e</sup> siècle et dans les vingt premières années du XX<sup>e</sup> que naissent les enjeux et apparaissent les acteurs qui, tout en apportant de nouveaux éléments aux mémoires collectives, donnent au Proche-Orient sa dimension géopolitique actuelle.

## **De la Campagne d'Égypte à la Première guerre mondiale : le Proche-Orient convoité**

### *La campagne d'Égypte : une double convoitise*

La Campagne d'Égypte a un double but : s'en prendre aux intérêts britanniques alors que Londres refuse la paix au Directoire et accomplir une mission à la fois de découverte de cet Orient qui fascine et de diffusion des *Lumières*, idéal de la jeune République.

Le but premier de l'expédition, longtemps resté secret, est, à défaut de pouvoir attaquer la Grande-Bretagne de front, de nuire à sa puissance commerciale et financière en prenant position sur un passage-clé de la route des Indes, fournisseurs et marchés vitaux pour l'économie britannique.

Le second but est de découvrir cette Égypte alors fort à la mode en France : on pense qu'elle est le berceau de la civilisation occidentale et que la France, en retour, se doit d'apporter les *Lumières* au peuple égyptien.

L'armada partie de Toulon, le 19 mai 1798, forte de 50 000 hommes comprend en outre 167 savants, ingénieurs et artistes, comme les mathématiciens Gaspard Monge (un des fondateurs de l'École polytechnique) et Jean-Joseph Fourier, le chimiste Claude Louis Berthollet, le physicien Etienne Louis Malus ou le naturaliste Étienne Geoffroy Saint-Hilaire.

Au cours de l'expédition, les savants ont observé la nature, la population, les activités (techniques agricoles, artisanat, etc.) égyptiennes, étudié ses monuments, établi des cartes ; les artistes ont abondamment dessiné et peint.

Leurs travaux donnèrent lieu à *la Description de l'Égypte*, publiée sous les ordres de Napoléon Bonaparte. L'ouvrage est monumental : il comporte dix volumes de 974 planches, dont 74 en couleur, un atlas cartographique et neuf volumes de texte.

En outre, la découverte de la pierre de Rosette, dalle de basalte portant un décret trilingue (en hiéroglyphes, en démotique et en grec) dans le village de Rachid en juillet 1799 permettra, grâce à une copie qui en fut faite avant que la Grande-Bretagne ne s'en empare<sup>5</sup>, à Jean-François Champollion d'être le premier à déchiffrer les hiéroglyphes égyptiens.

Si l'expédition se termine sans gloire, le 31 août 1801, par la capitulation du corps expéditionnaire français après une nouvelle offensive turque appuyée par les Britanniques, elle a largement profité à l'image de Bonaparte (qui avait prudemment quitté l'Égypte dès août 1799) en France mais aussi produit une impression durable sur Mehémet Ali<sup>6</sup>, admirateur de Bonaparte, et qui réussira, il est vrai sans ménagement, la modernisation de l'Égypte dont ce dernier avait rêvé.

### *Les effets de la Révolution industrielle sur le Proche-Orient*

Elle débute en Grande-Bretagne dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, se propage en France dès le début du XIX<sup>e</sup> et, de proche en proche, se répand, tout au long du siècle, partout où elle trouve sur le continent (mais aussi en Amérique) les ressources naturelles, humaines et financières indispensables à sa mise en œuvre. Provoquant une forte croissance de la production industrielle, elle exige de ses bénéficiaires qu'ils conquièrent de nouveaux marchés. Or elle procure, pour cela, aux pays qu'elle touche, des moyens nouveaux et sans cesse croissants de puissance financière et militaire. Mais la Révolution industrielle a aussi des conséquences sociales et culturelles : ses effets combinés à ceux qu'ont produits les guerres révolutionnaires et celles de l'empire fortifient ou font naître en Europe des constructions étatiques qui exploitent un passé, réel ou mythique, pour légitimer leurs ambitions géopolitiques nouvelles : l'État-nation fournit ainsi les alibis idéologiques aux appétits de conquête que la nouvelle donne économique suscite. Parmi ces prétextes, celui de la supériorité de l'Europe, que chacun de ces États-nations entend, bien sûr, incarner mieux que les autres, occupe, pour notre sujet, une place privilégiée : ses progrès scientifiques, techniques et économiques imposeraient à l'Europe d'apporter au reste du monde la « civilisation ».

Et d'abord à cet Orient dans lequel artistes et écrivains européens puisent depuis longtemps

---

<sup>5</sup> Elle est aujourd'hui exposée au *British Museum* de Londres

<sup>6</sup> vice-roi d'Égypte de 1804 à sa mort en 1849

leur inspiration, et que les relations de la campagne d'Égypte, puis celles du « voyage en Orient » que pratiquent nombre d'écrivains et de peintres, mettent durablement à la mode sur le thème de l'Orient « immobile » : paysages immuables depuis l'Antiquité, lieux somptueux des premiers pas de la « Civilisation » mais temps arrêté, voire régressif, depuis lors : « ... dans cet Orient d'où sont sortis tous les arts, toutes les sciences, toutes les religions (...) tout indique chez l'Arabe l'homme civilisé retombé dans l'état sauvage. »<sup>7</sup> Là, chacun se veut le protecteur des communautés auquel il s'identifie, le gardien des Lieux saints du christianisme, le premier à découvrir de nouvelles traces archéologiques ou manuscrites de ce que Jean Bottero appellera « la lointaine naissance de notre Occident »<sup>8</sup> pour les transporter dans ses musées. L'Allemagne, jusque-là distancée par la France et ses collections du Louvre et par la Grande-Bretagne et son British Museum, met les bouchées doubles : le grand autel de Pergame, ou autel de Zeus à Pergame, découvert en 1871 par l'ingénieur allemand Carl Humann, est transporté et reconstitué à Berlin en 1886 ; la porte monumentale du marché du sud de Milet est également transférée à Berlin comme le sont les murs de la voie processionnelle et la porte d'Ishtar de Babylone.

Mais il est vrai, comme on s'en doute, que des soucis plus prosaïques expliquent l'intérêt grandissant des puissances européennes pour le Proche-Orient. Il offre des débouchés à la production d'autant plus faciles à obtenir que, par le système des capitulations, ceux qui en bénéficient (principalement la France et la Grande-Bretagne) jouissent d'un accès privilégié aux marchés du Proche-Orient mais aussi aux matières premières que ce dernier peut leur fournir et dont ils ont un besoin croissant, comme le coton, le tabac, les agrumes et surtout, après les premières découvertes en Mésopotamie et sur le pourtour du golfe Arabo-Persique plus tard, le pétrole. Enfin, il occupe une position clé sur la route des Indes et de l'Extrême-Orient que l'ouverture du canal de Suez (1869) renforce. La Grande-Bretagne, avec son empire des Indes, n'est bientôt plus la seule concernée : les autres puissances européennes ont des appétits coloniaux en Asie. Si toutes ont une ambition commune – jouer un rôle au Proche-Orient et, si possible, y prendre pied –, elles n'ont pas toutes les mêmes capacités pour y parvenir.

La Grande-Bretagne est la mieux placée. Première puissance industrielle et marchande du monde, elle est, par la suprématie de sa marine de guerre, maîtresse des mers ; elle contrôle

---

<sup>7</sup> Chateaubriand, *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, 1811

<sup>8</sup> Jean Bottero, *Mésopotamie*, Paris, Gallimard, 1987

l'axe méditerranéen dont elle a méthodiquement acquis les passages stratégiques : Gibraltar, occupé depuis 1704, Malte, qui devient britannique en 1814, Chypre, qui lui est cédée par la Sublime Porte en 1878.

L'ouverture du canal de Suez, au creusement duquel elle s'était d'abord opposée de crainte de voir la France, à l'origine du projet et de son financement, déjà fortement implantée en Égypte, contrôler ce nouveau passage, crucial, vers son empire des Indes, conduit la Grande-Bretagne à se raviser en se portant acquéreur, en 1875, des parts du vice-roi d'Égypte, aux abois financièrement, acquisition qui lui permet de faire pratiquement jeu égal avec les Français au sein de la Compagnie du canal. Parallèlement, elle poursuit son implantation cette fois au débouché de la mer Rouge, où elle avait pris pied dès 1839 à Aden, en Somalie (1887) et dans le golfe Arabo-Persique (protectorat sur le Koweït en 1899, avec des frontières fixées en 1913 qui lui donnent la part belle du littoral au détriment de ce qui est encore l'Empire ottoman) et à établir son autorité sur l'Égypte, occupée militairement en 1882.

La France, deuxième puissance mondiale, ne peut rivaliser sur les mers avec la Grande-Bretagne. Elle dispose néanmoins d'atouts la rendant incontournable, au grand dam, jusqu'à l'Entente cordiale (1904), des Britanniques, dans l'Empire ottoman et au Proche-Orient en particulier.

L'abondance de l'épargne en France fait de ses banques, qui privilégient les emprunts d'État, les partenaires obligés de nombreux États dont l'Empire ottoman. Dans ce dernier, aux finances particulièrement délabrées, la Banque ottomane, créée en 1863 à partir de capitaux français et britanniques, devient même en 1881 la banque officielle tout en conservant son statut de société étrangère.

La politique méditerranéenne de la France, outre qu'elle est celle de la principale puissance du Bassin méditerranéen, prend une dimension nouvelle avec la conquête de l'Algérie commencée en 1830 puis avec les protectorats qu'elle établit sur la Tunisie (1883) et sur le Maroc (1912) ; cette politique coloniale et ses prolongements en Afrique noire et en Extrême-Orient en font un observateur attentif, et chaque fois que le rapport des forces avec la Grande-Bretagne le permet, un acteur influent de la scène proche-orientale.

Au Proche-Orient lui-même, la France sait disposer d'atouts spécifiques. Elle maîtrise, grâce à l'ancienneté et à l'efficacité de ses échelles, le gros de son commerce. Elle a acquis la confiance de la plupart des milieux chrétiens, en pleine expansion démographique, en particulier celle des maronites du Liban, par la vigilante application de son droit de protection. En obtenant du Sultan, en 1856, après la guerre de Crimée, la totale émancipation des non-

musulmans de son empire et en venant militairement au secours des chrétiens du Liban, après les massacres de 1860, pour faire – déjà – « triompher les droits de la justice et de l’humanité », elle entend montrer aux populations concernées combien cette confiance est justifiée, et à ceux qui veulent la lui disputer (les Russes auprès des orthodoxes, les Anglais ou les Allemands en tentant d’implanter le protestantisme), sa détermination. Celle-ci est d’autant plus forte que la France dispose, à la fin du siècle, d’un atout maître : celle de la connivence intellectuelle avec les milieux dirigeants du Proche-Orient. Ses missionnaires catholiques, ses mécènes, ses agents diplomatiques et les structures éducatives et médicales qu’ils ont développées, auxquelles sont venues s’ajouter celles de l’Alliance israélite universelle, créée à Paris en 1860 pour apporter, en français, les lumières de la « Raison universelle » aux Juifs « orientaux », font du français, la langue de référence et même de communication des élites politiques, économiques et intellectuelles locales, et de la culture française, à travers les ouvrages de ses philosophes et de ses écrivains, la source de leur inspiration.

Au jeu des deux grandes puissances au Proche-Orient, viennent se mêler d’autres États européens, ce qui achève d’internationaliser la scène proche-orientale. Tous ne sont pas des nouveaux venus.

C’est le cas de la Russie : toujours préoccupée par son accès aux mers libres, elle aspire à prendre le contrôle des Détroits. Aussi cherche-t-elle à acquérir, dans les Balkans orthodoxes que l’Empire ottoman doit progressivement abandonner, des positions stratégiques. Pour cela, il lui faut apparaître comme la puissance protectrice de toute l’Orthodoxie. Le Proche-Orient lui en fournit, croit-elle, le prétexte avec la querelle des Lieux saints. Elle relance celle-ci en 1853 et provoque ainsi la guerre de Crimée que l’alliance turco-franco-anglaise remporte : après le traité de Paris (1856), la Russie reporte ses ambitions sur l’Asie centrale. Mais elle revient à la charge en 1873 : après une guerre, cette fois victorieuse, contre les Turcs, elle obtient au traité de San Stefano (mars 1878) des concessions qui, inquiétant les puissances ouest-européennes, seront modérées au Congrès de Berlin, la même année.

L’intérêt de l’Allemagne pour le Proche-Orient, après 1870, est lié à sa volonté d’obtenir « sa place au soleil » comme disait Bernhard von Bülow, chancelier du Reich d’octobre 1900 à juillet 1909, et à sa recherche de débouchés pour son industrie en plein essor. Contrecarrée dans ses efforts, par la Grande-Bretagne et la France, pour bâtir un empire colonial capable de les lui fournir, elle voit dans l’Empire ottoman, une des rares opportunités qu’elle puisse saisir et dans le Proche-Orient, un terrain géopolitique où affronter ses grands rivaux

européens : la Grande-Bretagne, la France et la Russie. *Drang nach Osten* : l'Allemagne entreprend, en 1903, la construction d'un chemin de fer, le Bagdadbahn, prévu pour relier Istanbul au golfe Persique en passant par Bagdad, liaison qui menace ainsi directement la domination britannique sur la route des Indes. Elle participe à la création de la « Turkish Petroleum Company » qui entame le monopole anglais du pétrole moyen-oriental. Enfin, elle joue à son tour de la portée symbolique de la Terre sainte.

Le kaiser Guillaume II se rend en Palestine où il est reçu avec faste à Jérusalem (1898). Le sultan a engagé de grands travaux pour la visite de l'empereur allemand : une gare imposante a été construite, les fossés autour de la citadelle de David comblés, tandis qu'une brèche a été ouverte dans la muraille de la vieille ville, à la hauteur de la porte de Jaffa, pour permettre à la voiture impériale d'entrer dans la cité. L'Allemagne dote, elle aussi, la Palestine d'églises, d'hôpitaux, d'institutions éducatives et implante des centres de recherche.

L'Italie a des ambitions impériales plus limitées, compte tenu de sa taille économique, mais réelles pour ce qui touche à la Méditerranée (début de la conquête de la Tripolitaine en 1911 et de celle de la Cyrénaïque en 1912) et à l'Afrique orientale (Érythrée, 1890 ; Somalie, 1905). Elle est donc amenée à vouloir se faire entendre au Proche-Orient et s'y montrer, elle aussi, à Jérusalem où l'un de ses architectes, Antonio Barluzzi, construit, à partir de 1913, un hôpital qui reproduit un très célèbre monument italien : le palais communal de Sienne et sa tour du Mangia.

Les appétits des uns et des autres sont d'autant plus aiguisés que la situation de l'Empire ottoman s'apparente à une lente agonie tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Affaibli par ses difficultés financières chroniques, confronté à l'éveil des nationalités dans ses provinces balkaniques et aux ambitions de l'Égypte de Mehmet Ali, soumis aux pressions, aux interventions militaires et aux traités que lui imposent les puissances européennes, *l'homme malade de l'Europe*, selon la formule du prince Gortchakov, ambassadeur du tsar Alexandre II lors du traité de San Stefano, tente des réformes. Leur échec conduit au retour, en 1878, au pouvoir absolu du sultan Abdul Hamid II, qui fait du panislamisme sa nouvelle ligne politique. La révolution « Jeunes-Turcs » de 1908 déçoit très vite ceux qui, notamment au Proche-Orient, l'avaient accueillie avec enthousiasme ; recherchant des soutiens extérieurs, elle choisit celui de l'Allemagne, aux côtés de laquelle elle entre en guerre le 31 octobre 1914. Choix qui scelle le sort de l'Empire ottoman : la défaite le condamne à disparaître et elle met le destin du Proche-Orient dans les mains des principaux vainqueurs, les Français et les Britanniques. Un Proche-Orient travaillé par de nouvelles forces : le sionisme, l'islamisme et l'arabisme sur fond de



débats et de polémiques entre partisans de la modernité occidentale et tenants de la tradition coranique, certains recherchant une synthèse des deux.

## Le sionisme

### *Aux origines*

En Palestine, la présence juive est continûment attestée depuis la destruction du second Temple. Mais, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, seuls quelques milliers de Juifs (en 1869, Charles Netter, l'un des fondateurs de l'Alliance israélite universelle<sup>9</sup> en estime le nombre à 13 000 et ils seraient 24 000 en 1882 sur une population totale évaluée alors à 470 000 habitants), la plupart religieux, fort pauvres et survivant des subsides que leur adressent leurs coreligionnaires européens, y demeurent, principalement à Jérusalem.

De nouvelles populations juives arrivent en Palestine entre 1880 et 1890 et forment la première *alya* (« montée » en hébreu) vers la Terre sainte. Il s'agit de quelques milliers de Juifs qui fuient les pogroms déclenchés après l'assassinat du tsar en mars 1881 et qui ont été convaincus de le faire en Palestine par le mouvement pré-sioniste des Amants de Sion fondé en 1881 par un médecin d'Odessa, Léon Pinsker, autour de l'idée du « retour vers Sion » pour échapper aux persécutions endurées dans l'empire tsariste. Ils trouvent sur place le soutien du richissime baron français Edmond de Rothschild (1845-1934) qui a entrepris de financer des colonies agricoles juives en achetant des dizaines de milliers d'hectares malgré l'opposition des autorités ottomanes à ses projets. L'Alliance israélite universelle leur ouvre les établissements scolaires qu'elle a créés en Palestine, comme son école d'agriculture *Mikveh Israël*, fondée en 1869 sur un vaste domaine près de Jaffa.

### *Le sionisme va donner une vigueur nouvelle à ces premières tentatives*

---

<sup>9</sup> Le 17 mai 1860, dix-sept jeunes juifs français se réunissent au domicile parisien de l'un d'entre eux. Ils sont médecins, enseignants, journalistes, avocats, hommes d'affaires, issus de la bourgeoisie juive libérale du XIX<sup>e</sup> siècle, héritière des Lumières et de l'Emancipation, profondément patriote sans renier pour autant ses origines. A l'issue de cette rencontre, six d'entre eux rédigent l'Appel de l'Alliance, texte fondateur de la nouvelle institution : *"Rassembler tous les cœurs généreux pour lutter contre la haine et les préjugés. Créer une société de jeunes israélites idéalistes et militants qui se sentiraient solidaires de tous ceux qui souffrent par leur condition de juifs ou tous ceux qui sont victimes de préjugés quelle que soit leur religion. Faire enfin que la culture supplante l'ignorance de quelques fanatiques, pour le bien de tous. [...] Si vous croyez que ce serait un honneur pour votre religion, une leçon pour les peuples, un progrès pour l'humanité, un triomphe pour la vérité et pour la raison universelle de voir se concentrer toutes les forces vives du judaïsme, petit par le nombre, grand par l'amour et la volonté du bien, venez à nous, nous fondons, nous fondons l'Alliance israélite universelle."*

Le sionisme naît et s'affirme à la fin du XIXe siècle, dans une Europe marquée par les ardents débats sur la nature de la nation qui ont accompagné, pendant des décennies, l'élaboration des Etats-Nations et par l'apparition de l'antisémitisme (le mot est inventé en Allemagne, sous la forme *Antisemitismus*, en 1879<sup>10</sup>) qui ajoute à l'antijudaïsme religieux européen à l'œuvre, en Europe, depuis l'Antiquité, une dimension raciale et raciste.

Jusqu'au XVIIIème siècle, en Occident, la partition entre l'identité culturelle des individus, d'un côté, et leur identité politique, de l'autre, est la règle parce que, d'une part, les royaumes et les empires, comme dans l'Antiquité, contiennent, à l'intérieur de leurs frontières, des populations aux identités culturelles différentes mais aussi parce qu'inversement deux empreintes fortes transcendent ces mêmes frontières : celle de la religion – la chrétienne – qui prétend, d'abord unie, puis sous ces différentes formes (catholique, orthodoxe, protestante) à l'universalité et celle de l'héritage commun gréco-latin (langue, codes, mythes récurrents, etc.).

Mais, à la fin du XVIIIème siècle, se produit, avec la Révolution française, un bouleversement majeur : la « Nation », n'est plus -au sens étymologique de « *Natio* »- un groupe humain aux origines supposées communes, mais comme le lui assigne Sieyès : « un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature », avec son corollaire, « l'Etat Nation ».

Autrement dit, la Révolution française, inspirée par le rationalisme universaliste des *Lumières*, théorise et met en pratique le transfert de la souveraineté du roi à la « nation » (souveraineté nationale), en affirmant que celle-ci est le produit d'un pacte, d'une association volontaire d'individus, libres et égaux en droit, sans que ces derniers fassent référence, pour cela, à une identité culturelle, au sens que nous avons défini plus haut, partagée.

Ce modèle français de la nation n'a pas résisté à son exportation par les guerres révolutionnaires et l'Empire. Celui-ci se voit opposer, principalement dans les Etats allemands, par Herder et ses émules, l'affirmation que l'identité nationale, loin de traduire une volonté consciente d'un groupe d'individus, correspond à une identité culturelle collective, « l'esprit du peuple » (langue, traditions populaires, us et coutumes), qui impose à chacun de

---

<sup>10</sup> C'est le journaliste allemand Wilhelm Marr qui invente le terme « Antisemitismus », en 1879, dans son sens actuel de haine des Juifs, lorsqu'il fonde une « ligue antisémite » (le mot allemand « antisemitisch » qui donnera antisémite en français, avait été utilisé une première fois en 1860, mais dans un sens différent, par l'intellectuel juif autrichien, Moritz Steinschneider, dans l'expression « préjugés antisémites », « antisemitische Vorurteile », pour caractériser les idées d'Ernest Renan sur les « peuples sémites ». Le mot antisémitisme est attesté en français en 1886 et celui d'antisémite en 1889.

ceux qui l'ont en partage de vivre sous l'empire d'une loi commune. Or, à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les repères traditionnels, culturels et sociaux, perdent de leur pertinence sous l'influence combinée de l'industrialisation et de l'urbanisation provoquant des quêtes identitaires d'un genre nouveau auxquelles « l'esprit du peuple » propose les balises nouvelles de l'altérité nationale (la langue et la culture nationales) délimitant un espace où élaborer entre *compatriotes*, les formes neuves de la fraternité nationale.

Finalement, la constitution des Etats Nations se fonde partout sur des principes plus homogènes que la rhétorique du débat franco-allemand sur l'idée de nation ne le laisserait croire : il s'agit bien, à chaque fois, de faire coïncider identité culturelle et identité politique par la construction d'un imaginaire commun à l'espace national (édification d'une histoire *nationale* peuplée de héros *nationaux* et scandée par des épisodes glorieux où s'exprime le génie *national*, invention ou codification d'une langue *nationale*, etc.), par la création de symboles nationaux (drapeau, hymne, devise, fête *nationale*) et par la mise en place des moyens de leur large diffusion. Bien sûr, l'instruction publique et le service militaire obligatoire assument un rôle essentiel dans la sacralisation du « territoire national » et des frontières qui le délimitent.

La genèse du sionisme s'inscrit dans ces débats qui s'exaspèrent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur les thèmes d'identité nationale, de peuple, de race ou de souveraineté nationale.

### *L'antisémitisme*

Le XIX<sup>e</sup> siècle voit l'antijudaïsme religieux muer en antisémitisme racial et socio-politique. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le sentiment anti-juif et les persécutions et discriminations qui s'ensuivirent en Europe sont principalement le fait de l'antijudaïsme chrétien. Avec la Révolution industrielle et le développement des grands États européens, les juifs, jusque-là contraints de ne se livrer qu'à certains types d'activité dont celui du commerce de l'argent, se voient confier le financement des institutions et des infrastructures publiques notamment les chemins de fer. Apparaît ainsi une « haute banque » juive (comme il y a une « haute banque » protestante) dont les plus illustres représentants en France sont les Rothschild et les Pereire. Par la suite, même si leur influence financière diminue fortement et si nombre d'entre eux choisissent les voies de « l'assimilation » en se convertissant au protestantisme ou au catholicisme, les juifs obtiennent, par leurs mérites, des postes plus nombreux, notamment dans la haute administration et même dans l'armée, ce qui sera encore une fois instrumentalisé comme une menace ( la « France enjuivée ») par ceux qui vont tenter de faire des juifs les

responsables, les boucs émissaires, des bouleversements économiques, sociaux et culturels qu'entraîne la Révolution industrielle dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle au fallacieux prétexte qu'ils en auraient été les uniques bénéficiaires. Enfin, les juifs sont, alors que s'exacerbent les nationalismes, accusés de cosmopolitisme, soupçonnés de ne pas avoir « l'esprit national », au motif que les plus connus d'entre eux ont de la parentèle dans plusieurs pays d'Europe.

L'organisation de l'antisémitisme<sup>11</sup> commence donc dans les années 1870-80. En Grande-Bretagne, dans les années 1880, l'afflux de juifs originaires de Russie qui fuient les pogroms, finit par provoquer des émeutes antisémites à Londres comme celle de 1888 ; toutefois, il s'agit d'événements isolés que la police ne laisse pas dégénérer. Les propos antisémites commencent à avoir du succès en Allemagne et plus encore en Autriche où le pangermanisme est particulièrement exacerbé, et les juifs regardés comme les zélés serviteurs, voir les manipulateurs, d'un Etat qui fait obstacle à la réunion de « tous les Allemands ».

### *L'affaire Dreyfus*

Cette croissance de l'antisémitisme est très vigoureuse en France alimentée par la publication, en 1886, d'un brûlot diabolisant la présence juive en France, « La France juive », du journaliste Édouard Drumont. Le succès de l'ouvrage est énorme : 150 000 exemplaires sont vendus la première année et 140 rééditions s'ajouteront au cours des deux années suivantes. Le pamphlet réunit tous les ingrédients de l'antisémitisme : racisme (infériorité des juifs par rapport aux aryens), hostilité religieuse pour le peuple déicide, haine et jalousie de la réussite économique et sociale des personnalités juives en vue (listées dans l'ouvrage). Pour donner plus d'ampleur à sa « croisade » et élargir son audience vers un lectorat plus populaire Drumont lance, le 20 avril 1892, un quotidien « La Libre Parole » avec comme sous-titre « La France aux Français » qui va connaître un succès considérable en devenant l'organe principal de la haine du juif en général et du « juif Dreyfus » en particulier.



Une haine du juif en général qui se répand partout alors qu'en 1895, la France ne compte pas plus de 80 000 juifs en métropole (dont 40 000 à Paris) et 45 000 en Algérie, ces derniers devenus, par le décret Crémieux de 1870, citoyens français comme leurs coreligionnaires métropolitains.

À la fin de l'année 1894, le capitaine Alfred Dreyfus, polytechnicien, juif d'origine alsacienne, accusé d'avoir livré aux Allemands des documents secrets, est, malgré ses protestations d'innocence, condamné au bagne à perpétuité pour trahison, dégradé le 5 janvier 1895 en présence de vingt mille Parisiens hurlant leur haine des juifs, et déporté, en Guyane, sur l'île du Diable. À cette date l'opinion comme la classe politique française sont unanimement défavorables à Dreyfus.

Mais, certaine de l'injustice de cette condamnation, la famille du capitaine, derrière son frère Mathieu, tente de prouver son innocence et, pour y parvenir, engage le journaliste Bernard Lazare. Parallèlement, le colonel Georges Picquart, chef du contre-espionnage, constate, en mars 1896, que le véritable auteur de la trahison est le commandant Ferdinand Esterhazy. L'État-Major refuse pourtant de revenir sur son jugement et Picquart est éloigné et affecté en Afrique du Nord.

Afin d'attirer l'attention sur la fausseté des preuves retenues contre Dreyfus, sa famille contacte, en juillet 1897, le dernier représentant de l'Alsace française au Parlement, le président du Sénat Auguste Scheurer-Kestner, autorité morale incontestée du monde politique. Celui-ci fait savoir, trois mois plus tard, qu'il a acquis la conviction de l'innocence de Dreyfus. Auguste Scheurer-Kestner en persuade également son ami Georges Clemenceau, ancien député et alors simple journaliste. Le même mois, Mathieu Dreyfus porte plainte auprès du ministère de la Guerre contre Esterhazy. Alors que le cercle des dreyfusards s'élargit, deux événements donnent en janvier 1898 une dimension nationale à l'affaire : le 11, Esterhazy est acquitté, sous les acclamations des conservateurs et des nationalistes. Le 13, Émile Zola, au sommet de sa carrière d'écrivain, publie dans le quotidien l'Aurore, le devenu célèbre « J'accuse...! », plaidoyer en faveur de Dreyfus qui vaut à Zola d'être trainé en justice et de devoir s'exiler un an à Londres, mais entraîne le ralliement de nombreuses personnalités notamment du monde académique, ceux qu'on va désormais appeler les « intellectuels ».

Malgré les menées de l'armée pour étouffer l'affaire, le premier jugement condamnant Dreyfus est cassé par la Cour de cassation au terme d'une enquête minutieuse et un nouveau conseil de guerre eut lieu à Rennes en septembre 1899. Contre toute attente, Dreyfus est condamné une nouvelle fois. Le bénéfice des circonstances atténuantes lui est accordé mais le tribunal lui inflige toutefois une peine de dix ans de travaux forcés. Certes, le Président de la République, Émile Loubet, le gracie quelques jours plus tard mais ce n'est qu'en 1906 que son innocence est officiellement reconnue au travers d'un arrêt sans renvoi de la Cour de cassation, décision inédite et unique dans l'histoire du droit français.

#### *La réaction de Théodore Herzl (1860-1904) à l'affaire Dreyfus*

Le journaliste austro-hongrois Théodore Herzl suit les débuts de l'affaire Dreyfus comme correspondant de la « Neue freie Presse » de Vienne et assiste à la dégradation d'Alfred Dreyfus en 1895. Devant la vague d'antisémitisme qui l'accompagne, Herzl se « convainc de la nécessité de résoudre la question juive », qui devient « une obsession pour lui ». Dans « *Der Judenstaat* » (*l'État des Juifs*, 1896), il considère que « si la France - bastion de l'émancipation, du progrès et du socialisme universaliste – peut se laisser emporter dans un maelström d'antisémitisme et laisser la foule parisienne scander « À mort les Juifs ! », où ces derniers peuvent-ils encore être en sécurité - si ce n'est dans leur propre pays ? L'assimilation ne résoudra pas le problème parce que le monde des gentils ne le permettra pas, comme l'affaire Dreyfus l'a si clairement démontré ». Le choc est d'autant plus fort qu'Herzl a choisi

d'aller vivre en France poussé par son admiration pour le pays pionnier de l'émancipation des juifs en Europe grâce à la décision de l'Assemblée nationale, en septembre 1791, de faire des juifs vivant en France des citoyens à part entière.

Par ailleurs, dans le contexte intellectuel et politique que nous avons décrit plus haut, il ne fait pas de doute pour Herzl et ses suiveurs que les juifs puissent prétendre à former une nation : ils partagent une histoire *nationale*, celle des Hébreux et de l'exil, une langue et une culture *nationales*. En conséquence, ils sont en droit de réclamer, pour eux aussi, un Etat Nation, un territoire où la nation juive pourra, comme les nations allemandes ou italiennes l'ont récemment obtenu ou comme celles qui, dans l'empire austro-hongrois, le revendiquent, exercer sa souveraineté nationale. Dès lors, il apparaît cohérent que *Sion*, la terre des ancêtres hébreux, celle que les Romains ont renommé Palestine, soit revendiquée comme l'espace sur lequel puisse s'exercer la souveraineté du peuple juif.

Les fondements du sionisme sont établis.

Théodore Herzl, animé d'une force de conviction peu commune, apporte au sionisme ce qui lui manque pour pouvoir espérer rallier à sa cause les communautés juives et retenir l'attention des principales puissances : les instruments politiques de son développement. Après avoir publié *L'État des Juifs*, il réussit à réunir un premier Congrès sioniste (Bâle, août 1897). Or, ce Congrès, au réel retentissement international et dont Herzl dira, dans son journal, qu'il y a « fondé l'État juif », non seulement dote les différents courants du sionisme d'une structure politique permanente « l'Organisation sioniste » (dont le Congrès est le « parlement » qui lui-même élit un « exécutif sioniste »), mais aussi envisage la création d'organes destinés à encourager l'installation de Juifs en Palestine ; ce que les Congrès suivants rendront effectif : la Banque coloniale juive est lancée en 1899 et surtout le Fonds national juif (le *KKL*) est constitué en 1901. Ce dernier va se montrer d'une grande utilité quand se produit la deuxième *alya*.

#### *La deuxième alya (1904-1914)*

Celle-ci, provoquée par une nouvelle flambée des persécutions antijuives dans l'empire tsariste, est surtout, à la différence de la première, composée de jeunes (comme David Grün, le futur David Ben Gourion) qui ont fréquenté les milieux révolutionnaires russes et se revendiquent des idéaux du socialisme et d'un sionisme « sans complexe ». S'appuyant sur l'office de l'Exécutif sioniste en Palestine, créé en 1908, et sur le *KKL*, ils créent les

premières exploitations agricoles collectivistes, ancêtres des *Kibboutzim*, les premiers villages coopératifs, les *Mochavim*, exigent le travail « hébreu » de ceux des fermiers juifs qui emploient de la main-d'œuvre arabe, lancent des partis politiques, mettent sur pied une milice armée, le *Hashomer*, pour défendre les colonies juives ; la construction *ex nihilo* de Tel-Aviv, jouxtant Jaffa au nord, débute en 1909. C'est qu'à Jaffa justement, principale porte d'entrée de l'immigration juive en Palestine, ont éclaté l'année précédente, sur fond de compétition économique et d'incompréhension culturelle, des violences entre Arabes et Juifs, qui s'ajoutent aux incidents récurrents en milieu rural.

### *Réactions au Proche-Orient*

Or, le nationalisme arabe, qui n'avait touché que quelques cercles restreints jusqu'à ce que les répercussions de la révolution jeune-turque le popularise, trouve dans ces incidents de nouveaux motifs à s'affirmer sur un thème déjà exploité par le maronite Negib Azoury. Celui-ci, très influencé par le nationalisme antisémite de Barrès, écrit, dans l'avant-propos de son célèbre *Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque* (Paris, 1905) : « Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne, se manifestent en ce moment dans la Turquie d'Asie : ce sont le réveil de la nation arabe et l'effort latent des Juifs pour reconstituer sur une très large échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement, jusqu'à ce que l'un deux l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte entre ces deux peuples représentant deux principes contraires, dépendra le sort du monde entier. Ce n'est pas la première fois, du reste, que les intérêts de l'Europe dans la Méditerranée sont agités dans les pays arabes ; car ce territoire, qui met en communication trois continents et trois mers, a été, à des époques différentes, la scène où se sont déroulés des événements politiques ou religieux qui ont renversé le cours des destinées de l'univers. » En fait, cette réaction illustre, à la fois, l'influence des idées occidentales et le développement, pour partie en réaction à ces dernières, d'une réflexion sur l'islam et sur l'arabité confrontés à la « modernité », au Proche-Orient et dans le monde musulman en général.

### *L'islamisme*

Dès 1884, Afghani et son disciple Muhammad Abduh énoncent le postulat de l'islamisme : « seule une application totale de la loi islamique permettra le retour à la puissance des temps anciens et la résistance aux empiétements permanents des étrangers en pays d'Islam ». Jusqu'à nos jours, les mouvements islamistes resteront sur la même ligne idéologique : dans



sa confrontation avec l'Occident, le monde musulman ne doit lui emprunter aucune de ses références culturelles mais s'en tenir aux principes fondateurs de l'islam.

### *L'arabisme*

Une sorte de glissement s'opère à la fin du XIXe siècle, de l'islamisme à l'arabisme, à partir de l'idée que les valeurs fondatrices de l'islam ayant été portées par les Arabes, c'est en jouant le rôle privilégié qui leur revient dans le monde musulman, qu'ils affirmeront leur propre identité. Quelles que soient les formes que prendra le nationalisme arabe au XXe siècle, même dans ses avatars les plus laïcs, la référence religieuse n'est jamais abandonnée et, comme on l'observera en Irak à l'époque de Saddam Hussein, elle est exploitée par le pouvoir, en particulier dans les périodes difficiles pour lui.

### *Conclusion*

Ainsi, de la plus haute Antiquité jusqu'à l'aube du XXe siècle, se sont succédé des événements qui ont durablement marqué la mémoire collective de toutes les parties aux conflits actuels du Proche-Orient, chacune d'entre elles sélectionnant, réinterprétant, surévaluant ou minorant tel ou tel épisode pour élaborer, mettre en œuvre et justifier, y compris à ses propres yeux, ses positions, ses revendications et ses actions sur le théâtre proche-oriental.

## **Des mandats aux indépendances : la mise en place du puzzle moyen-oriental (1914-1948)**

### *Le jeu des Puissances alliées pendant la Grande Guerre*

Pendant que les Britanniques font miroiter au chérif de La Mecque, Hussein, la perspective d'un grand État arabe dont il prendrait la tête en entretenant toutefois le flou sur le sort du Levant et de Jérusalem, alliance avec la France oblige, ils négocient secrètement avec cette dernière la répartition de leurs rôles respectifs au Proche-Orient en cas de victoire : l'accord Sykes-Picot (1916), soumis pour approbation à la Russie, prévoit la création d'un État indépendant ou d'une confédération d'États arabes sur lequel ou lesquels la France exercera sa protection au nord (Liban et Syrie) et la Grande-Bretagne au sud (Transjordanie et Mésopotamie) ; la Palestine, entre le Jourdain et la mer, relèverait d'une administration internationale à mettre en place d'accord avec la Russie, les autres alliés et les représentants du chérif de La Mecque, devenu entre-temps roi du Hedjaz. Sur fond de victoires remportées

par l'armée britannique au Proche-Orient commandée par Edmund Allenby et les troupes bédouines commandées par Fayçal lui-même conseillé par l'officier britannique Thomas Edward Laurence connu aujourd'hui sous le nom de Lawrence d'Arabie, (prise d'Akaba par Fayçal et Laurence le 5 juillet, prise de Gaza le 7 décembre et de Jérusalem le 9 décembre par Allenby), l'année 1917 est marquée par deux événements qui, par leurs conséquences, vont faire du Proche-Orient, un enjeu mondial :

- D'une part, l'entrée en guerre des États-Unis, par le fait que le président W. Wilson l'a justifiée par les « quatorze points » présentés dans son discours du 8 janvier 1918 devant le congrès des États-Unis et dont il a fait la pierre angulaire de sa politique internationale. Or, le « point » 12 stipule qu'aux « nations qui sont maintenant sous la domination turque on devrait garantir une sécurité absolue de vie et la pleine possibilité de se développer d'une façon autonome. » Ceci oblige la Grande-Bretagne et la France à abandonner officiellement leurs visées impérialistes et conduit certains milieux nationalistes arabes à envisager les États-Unis comme un recours, un contrepoids aux influences britannique et française. La scène géopolitique du Proche-Orient s'enrichit d'un nouvel acteur appelé à y jouer un rôle grandissant même s'il s'y fait politiquement discret jusqu'en 1945.
- D'autre part, la déclaration adressée par le secrétaire d'État au Foreign Office (ministre britannique des Affaires étrangères), Lord Balfour, à Lord Rothschild, représentant la fédération sioniste britannique.

Foreign Office,

November 2nd, 1917.

Dear Lord Rothschild,

I have much pleasure in conveying to you, on behalf of His Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet

"His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country"

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Arthur Balfour', with a small flourish above the first name.

Cette lettre du 2 novembre 1917, dite depuis « Déclaration Balfour » précise que « le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter cet objectif » mais évoque aussi le respect des droits des non-juifs. Elle témoigne de l'efficacité des sionistes britanniques, tout particulièrement celle du chimiste Chaïm Weizmann (qui deviendra, en 1948, le premier président de l'Etat d'Israël), auprès des autorités anglaises pour les convaincre qu'un ralliement des communautés juives américaines et russes, présentées comme très influentes sur leurs gouvernements respectifs, à la cause alliée passe par un soutien britannique à celle du sionisme. Elle témoigne aussi de l'influence, en Grande-Bretagne d'un millénarisme protestant d'emblée favorable au retour des Juifs en Terre sainte. Enfin, la Déclaration Balfour n'est pas dépourvue de motifs plus prosaïques : notamment ceux d'éviter l'internationalisation de la Palestine, de pouvoir, au titre de protecteur du Foyer national juif, éloigner les Français du canal de Suez et disposer (espoir rapidement déçu) au Proche-Orient d'une communauté sur laquelle compter, rôle que joue celle des maronites pour les Français.

Cette Déclaration est déterminante pour l'avenir du Proche-Orient, en ce qu'elle apporte la

caution des puissances (la France l'a approuvée) au dessein sioniste.

### *Après la victoire*

Après la victoire des Alliés et l'ouverture de la Conférence de la paix à Versailles, les espoirs portés par Fayçal, fils du chérif de La Mecque, d'un grand royaume arabe, sont rapidement déçus. Les divisions arabes et le retrait américain de la Conférence de la paix laissent les mains libres à la Grande-Bretagne et à la France pour façonner un Proche-Orient qu'elles occupent (les Britanniques en Irak et en Palestine, les Français en Syrie), conforme à leurs intérêts et à ceux de leurs protégés, tout en y mettant les formes : celles que leur impose l'article 22 du pacte de la Société des Nations, inclus dans le traité de Versailles (juin 1919), qui instaure le régime des mandats.

À la conférence de San Remo (avril 1920), Anglais et Français se répartissent les mandats au Proche-Orient : les discussions montrent bien que les vrais enjeux sont le pétrole et surtout la question palestinienne telle que la Déclaration Balfour la pose. En effet, pour ce qui touche aux enjeux traditionnels de la rivalité franco-anglaise au Proche-Orient, les deux puissances s'entendent sans encombre : à la France, mandat sur ses zones d'influence traditionnelles : le Liban et la Syrie « du Nord » (l'actuelle Syrie), aux Anglais, le reste, au sud et à l'est, qui permet de contrôler les routes vers l'Inde (par mer, par terre et bientôt par air). La question pétrolière est réglée sans grande difficulté : la France échange ses prétentions sur la province de Mossoul contre un accès au pétrole irakien (avec ses 23,75 % des parts de la Turkish Petroleum Company, elle créera en 1924 la Compagnie française des pétroles, ancêtre du groupe Total). Les vieilles rivalités resurgissent au moment de la construction de l'oléoduc destiné à transporter le pétrole vers la côte méditerranéenne ; mais un accord est trouvé en 1934 : l'oléoduc se divise en deux bras à l'ouest de l'Irak pour desservir l'un, Haïfa sous contrôle britannique et l'autre, Tripoli sous contrôle français.

L'épineuse question est celle de la Palestine : la France voudrait y conserver ses droits capitulaires ; mais, tout en se faisant l'interprète des inquiétudes de ses « protégés » arabes chrétiens devant les risques, qui commencent à se concrétiser, de voir s'établir un État juif en Palestine, elle cède : la Grande-Bretagne obtient un mandat sans partage sur la Palestine. Reste à faire accepter aux autochtones le fait accompli : un Proche-Orient morcelé par des frontières, produits des âpres marchandages franco-britanniques, qui font fi de l'aspiration arabe à l'unité sans donner satisfaction à d'importantes communautés, comme celle des Kurdes. Diplomatie et manière forte sont utilisées : cette dernière est employée par les

Britanniques, comme ils l'avaient fait en Égypte en 1919, pour mater l'insurrection qui débute en mai 1920 en Irak, pour ne prendre fin qu'en avril 1921 (10 000 morts) et par les Français en Syrie pour anéantir l'éphémère royaume arabe de Syrie (Liban, Syrie, Jordanie, Israël et Territoires palestiniens actuels) proclamé en mars 1920 et chasser du trône Fayçal qui n'aura régné que cinq mois : les troupes françaises entrent à Damas le 24 juillet 1920.

La voie diplomatique choisie par les Anglais consiste à s'appuyer sur la dynastie Hachémite et donc sur les sunnites. A la conférence du Caire (12-14 mars 1921) présidée par Winston Churchill alors secrétaire d'Etat aux Colonies, ils proposent à Fayçal, écarté de Damas, le trône irakien (à la suite d'un simulacre de consultation populaire, Fayçal est élu roi et couronné le 23 août) et, après avoir pris la décision – lourde de conséquences, aujourd'hui, pour le règlement du conflit israélo-palestinien –, de retrancher de la Palestine « historique » les territoires à l'est du Jourdain et d'y joindre le Sud syrien pour constituer un Émirat de Transjordanie, ils l'offrent au frère aîné de Fayçal, Abdallâh, privé du trône irakien qui lui était promis ; après une réunion tenue à Jérusalem (20 mars 1921) avec Winston Churchill, Abdallah accepte la proposition britannique. En Égypte, la diplomatie anglaise ne réussit qu'en partie : l'accord (février 1922) qui confirme l'indépendance du pays en échange d'un certain nombre de garanties pour les intérêts britanniques, se heurte à l'hostilité d'une large fraction de la population.

L'approche diplomatique des Français est fondée sur la tradition : leur soutien constant aux chrétiens du Levant, mais aussi sur leur crainte de voir le nationalisme arabe sunnite se propager dans leurs colonies d'Afrique du Nord. Aussi jouent-ils la carte des minorités religieuses à la fois par habitude et par calcul impérial.

### *La crise en Palestine*

Dès qu'elle est connue au Proche-Orient, la Déclaration Balfour provoque l'inquiétude des milieux arabes et leurs premières protestations, d'autant qu'elle est suivie d'une nouvelle *alya* en Palestine. Ces protestations dégénèrent très vite en heurts violents entre Arabes et Juifs, à Jérusalem en avril 1920 et à Jaffa en mai 1921. C'est le début d'un cycle de violences qui secouent à nouveau Jérusalem en 1929 (émeutes du Mur des Lamentations et pogrom d'Hébron en août qui fait près de 70 victimes juives) et qui ne cesseront plus à partir de 1936 avec le début de la Révolte arabe en partie motivée par l'arrivée massive de nouveaux immigrants juifs chassés d'Europe par les persécutions antisémites des nazis et de leurs alliés. Confrontés à deux communautés qui s'ignorent quand elles ne s'affrontent pas, les

Britanniques louvoient, donnant des gages tantôt aux uns, tantôt aux autres (restrictions à l'immigration juive en juin 1921 mais début de la quatrième *alya* en 1924) et temporisent par le truchement de « commissions » chargées, notamment après les épisodes de violence les plus graves, de proposer les moyens de stabiliser la situation en Palestine. De plans en plans, la Grande-Bretagne finit par préconiser (*plan Peel*, 1937) un partage de la Palestine mandataire en deux États : l'un juif, l'autre arabe qui serait uni à la Transjordanie. Bien qu'hésitants, les sionistes acceptent ce plan, le voyant comme une étape sur la route d'un État juif plus vaste. Les Palestiniens le refusent et trouvent l'appui unanime des États arabes qui se plaisent à souligner que la Palestine n'appartient pas aux seuls Palestiniens mais à tous les Arabes, argument qui n'a pas fini d'être employé.

Placés devant ce refus catégorique, les Britanniques sont confrontés à travers toute la Palestine à une véritable insurrection armée de la population arabe. Cette révolte est durement réprimée par les autorités mandataires. Quand, en mars 1939, l'ordre est rétabli, elle a fait au moins 6000 morts (plus de 5000 Arabes, mais aussi 500 Juifs et 200 Britanniques). Le fossé s'est encore un peu plus creusé entre Arabes et Juifs. Aux exactions des premiers ont répondu les représailles aveugles de certains groupes paramilitaires juifs comme l'Irgoun (organisation armée proche du parti de la droite nationaliste, le parti révisionniste, qui a pour objectif la construction d'un État juif sur la Palestine mandataire incluant l'actuelle Jordanie) dont les attentats ont fait environ 250 victimes civiles arabes. Le gouvernement britannique, après une ultime tentative de rapprocher sans succès les points de vue à la conférence de Londres (février 1939), publie le *Livre blanc* de mai 1939. Les Anglais en reviennent à un projet d'État binational. En attendant, ils gèlent les achats de terre par les sionistes et limitent de façon drastique l'immigration juive en Palestine. Sionistes comme Arabes rejettent vigoureusement le *Livre blanc*.

### *L'échec des puissances*

L'échec des puissances mandataires ne se limite pas à la Palestine. L'indépendance que la Grande-Bretagne accorde à l'Irak en 1932, et les traités qui la préfigurent signés par la France avec la Syrie et le Liban en 1936, ne les exonèrent pas de leurs responsabilités : la prise en compte de leurs seuls intérêts économiques et stratégiques dans le découpage étatique du Proche-Orient a fait naître des frustrations aussi bien dans les minorités ethniques des nouveaux États que dans leur population arabe. Frustrations qui s'ajoutent aux traumatismes provoqués par la mise en contact de sociétés préindustrielles avec la « modernité »

économique, sociale et culturelle. Explosion démographique, exode rural, transition économique non maîtrisable ou mal maîtrisée, remise en cause des hiérarchies traditionnelles, etc., contribuent à l'instabilité politique : le premier coup d'État militaire – début d'une longue série – au Proche-Orient se produit en Irak en 1936. L'audience d'une part, des idéologues du nationalisme arabe, d'autre part des adeptes d'un islamisme en forme d'extension de ce nationalisme à tout le monde musulman, l'*oumma*, est grandissante. Parmi les tenants de l'islamisme, un instituteur égyptien, Hassan el-Bana, tourmenté par l'influence grandissante sur ses compatriotes de la culture européenne, de celle des *Lumières* tout particulièrement, fonde à Ismaïlia, en 1928, l'Association des Frères musulmans, qui font de l'islamisation de la vie publique « le Coran est notre Constitution » leur credo et place l'antisionisme le cœur de leur combat pour « promouvoir le bien et interdire le mal », autrement dit pour s'opposer à l'occidentalisation corruptrice des sociétés musulmanes. La confrérie jouit rapidement d'un crédit d'autant plus large qu'elle multiplie les actions de bienfaisance. Elle étend son influence en Égypte, mais aussi au Soudan et dans l'ensemble du Proche-Orient : en 1948, elle compte 2 millions de membres. Le ressentiment des Arabes à l'égard des puissances mandataires, accentué, ironie de l'Histoire, par l'œuvre éducative qu'elles ont accomplie, est tel que certains d'entre eux, comme le grand Mufti de Jérusalem, Hajj Amin al-Husseini, leader de l'opposition arabe à l'entreprise sioniste, se compromettent avec les puissances de l'Axe (mais pas tous : d'autres se tournent vers les États-Unis). Ce choix (al-Husseini s'installe en Allemagne fin 1941 et rencontre Hitler à trois reprises), dans le contexte de la découverte horrifiée de la Shoah, confortera les préventions de beaucoup d'Occidentaux à l'endroit du monde arabe.

La perte de crédit – générale, puisqu'elle concerne aussi bien les Arabes que les sionistes –, des puissances mandataires au Proche-Orient, aggravée dans le cas de la France par la défaite de 1940 puis, par l'affrontement entre Vichystes et Forces françaises libres pour l'exercice de la puissance mandataire, contribue à l'implication grandissante des États-Unis. Ces derniers ont déjà solidement pris pied dans la péninsule Arabique où l'une de leurs compagnies pétrolières, la CASOC, a obtenu des concessions parmi les plus prometteuses du monde et où ils entretiennent des liens étroits avec Ibn Saoud, le monarque wahhabite (le wahhabisme est la forme la plus rigoureuse de l'islam sunnite ; jusqu'à aujourd'hui, la famille Saoud s'est appuyée sur l'enseignement de son fondateur Muhammad ibn Abd al-Wahhab pour justifier son pouvoir) qui a conquis le Hedjaz (fin 1925) et créé le royaume d'Arabie Saoudite (1932). Par ailleurs, le mouvement sioniste joue à fond la carte américaine, surtout depuis la publication du *Livre blanc* de 1939, convaincu, à juste titre, d'avoir remporté la bataille de

l'opinion publique aux États-Unis : ceux-ci vont devoir en tenir compte. Enfin, le conflit devenu mondial en 1941 fait jouer au Proche-Orient un rôle crucial pour le ravitaillement de l'Union soviétique et pour l'approvisionnement pétrolier des Alliés que les Allemands espèrent interrompre en franchissant le Caucase, une fois le verrou de Stalingrad forcé. Les États-Unis sont, à cette occasion, convaincus que le contrôle de la région et de ses périphéries (le Moyen-Orient des stratèges américains : de l'Afrique du Nord à l'Afghanistan) est vital pour leurs intérêts : ils ne changeront plus d'avis jusqu'à aujourd'hui.

### *La création d'Israël*

#### *La Shoah*

La victoire alliée s'accompagne de la découverte, par l'opinion publique mondiale, des camps d'extermination nazis. Épouvantée et culpabilisée par l'ampleur du massacre et le sort atroce des survivants, celle-ci se rallie à l'idée que les Juifs ne seront en sécurité que s'ils disposent d'un État à eux, donnant ainsi un crédit et une portée tragiquement nouveaux, aux thèses sionistes. Les tentatives britanniques pour empêcher certains rescapés de gagner la Palestine (l'épisode le plus connu est celui de l'*Exodus*) ne font que renforcer ce sentiment. Les Arabes ont beau soutenir qu'on ne résout pas une injustice par une autre injustice, celle qui consisterait à les déposséder de la Palestine, les circonstances de l'après-guerre rendent leur discours inaudible en Occident.

En Palestine, la situation échappe aux Britanniques. Épuisés par leur effort de guerre, ils ne peuvent plus faire face au coût considérable de leur mandat. Frappés durement par le terrorisme des groupes extrémistes juifs (l'attentat perpétré par l'*Irgoun* de Menahem Begin, en juillet 1946, à l'hôtel King David de Jérusalem, devenu le quartier général de l'armée britannique, fait 92 morts), récusés par les deux camps, juif et arabe, ils annoncent en février 1947 qu'ils s'en remettent aux Nations Unies, créées en 1945, pour fixer le sort de la Palestine mandataire. Une Palestine dont la population a fortement augmenté car aux vagues d'immigration juive a répondu un accroissement naturel de la population arabe parmi les plus forts du monde : elle compte désormais (chiffres approximatifs de 1944) 1 800 000 habitants dont 530 000 Juifs.



### *Le plan de partage et la guerre de 1948*

Une assemblée générale extraordinaire de l'ONU est réunie à partir du 28 avril 1947.

L'URSS, rompant avec sa ligne idéologique, constante jusque-là, d'hostilité au sionisme, ouvre la voie à un partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe. Après bien des tergiversations des uns et des autres et l'annonce faite par les Britanniques qu'ils évacueront définitivement, sans remettre le pouvoir à quiconque, la Palestine le 15 mai 1948, l'assemblée générale de l'ONU adopte, à la majorité requise des deux tiers (dont les États-Unis, l'URSS et la France), le 29 novembre 1947, un plan de partage qui accorde 55 % du territoire de la Palestine mandataire au futur État juif.

L'Agence juive (elle a succédé dans les années 1920 à l'Organisation sioniste mondiale pour être l'interlocuteur officiel de la puissance mandataire et son exécutif est dirigé par David Ben Gourion) avait fait connaître son accord sur un partage, les Arabes palestiniens, leur refus ; mais leur camp est affaibli par la rivalité entre, d'une part, le roi de Jordanie, Abdallâh, qui, en contact avec les responsables sionistes, souhaite étendre son royaume en annexant la partie de la Palestine que le plan de partage accorde aux Arabes et, d'autre part, le Mufti de Jérusalem qui campe toujours sur la position constamment défendue par les al-Husseini, celle d'un État unitaire sur toute l'étendue de la Palestine mandataire, quitte à l'obtenir par la force : il est, en effet, convaincu qu'il lui sera aisé, compte tenu de la dispersion des implantations juives, de prendre le contrôle des voies de communication et ainsi de réduire à merci les troupes de la *Haganah*, l'armée du *yichouv*. Il lui faut rapidement déchanter : beaucoup plus efficaces qu'il ne l'imaginait, ces dernières prennent à partir de février 1948 un net avantage qui accélère un phénomène commencé pendant les mois précédents : l'exode des Arabes palestiniens.

Touchant d'abord les milieux aisés des grandes villes littorales soucieux de mettre, provisoirement pensent-ils, leurs familles à l'abri, cet exode se généralise sous l'effet de l'intensification des combats, de la panique que provoquent les succès militaires de la *Haganah* (cette dernière, quand elle n'incite pas à l'exode, ne fait évidemment rien pour l'éviter) et du délitement de la société palestinienne qui en résulte. À Haïfa, qui tombe le 22 avril, ne restent plus début mai que 3 à 4 000 Arabes sur les 70 000 que la ville comptait avant le début du conflit ; à la prise de Jaffa (13 mai), ne demeurent plus que 5 000 Arabes sur les 80 000 qui peuplaient la cité avant la guerre. Sur l'axe stratégique que constitue la route de Jaffa à Jérusalem, les villages sont détruits et dans celui de Deir Yassin, une centaine d'habitants sont massacrés. Enfin, en Galilée, beaucoup de localités arabes se vident de gré ou

de force.

Après la proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948, la veille du retrait britannique, les États arabes entrent en guerre ; leurs revers militaires, face à l'armée israélienne, *Tsahal*, qui a succédé à la *Haganah*, entraînent de nouveaux départs : la prise de Lydda et de Ramleh s'accompagne d'expulsions massives (environ 100 000 personnes avec les villages environnants également touchés) longtemps déniées. La conquête du Néguev refoule vers la bande de Gaza 130 000 Palestiniens. De nouvelles actions en Galilée provoquent plusieurs dizaines de milliers de départs vers le Liban.

### *La Nakba*

Le bilan, du point de vue arabe, est catastrophique (la Nakba, la catastrophe en arabe, désigne chez les Palestiniens les événements de 1948) : 600 à 760 000 personnes, selon les estimations, soit la moitié de la population arabe de la Palestine mandataire, sont réfugiées à la périphérie des zones conquises par Israël et leur retour est compromis depuis que, le 16 juin 1948, le gouvernement israélien a décidé de l'interdire ; 350 villages ont été détruits. Sur les 26 millions de dunams (1 dunam vaut environ 1 000 m<sup>2</sup>) que comptait la Palestine mandataire, la colonisation juive en avait acquis, début 1948, un million et demi ; l'exode arabe lui en procure 18 millions et demi auxquels s'ajoutent les biens immobiliers désertés des grandes villes : par exemple, ceux, appartements et maisons, des 30 000 habitants arabes de la partie ouest de Jérusalem conquise par Israël.

Les pays arabes, déjà affaiblis par leurs problèmes internes, divisés, avant même le début de leur intervention, sur le but à atteindre (entre ceux qui militaient aux côtés du Mufti pour une Palestine unitaire indépendante et ceux, derrière l'émir Abdallâh, prêts à s'accommoder du partage pour pouvoir constituer un État arabe à cheval sur le Jourdain), humiliés par leur défaite militaire, acceptent de négocier l'armistice, comme la résolution de l'ONU du 16 novembre 1948 invitait les belligérants à le faire. Les conventions d'armistice sont négociées à Rhodes. Sous la houlette du diplomate américain Ralph Bunche, le médiateur par intérim désigné par l'ONU (le médiateur nommé en mai 1948 pour trouver un compromis entre Juifs et Arabes, le comte Folke Bernadotte, de la famille royale suédoise, a été assassiné à Jérusalem par un commando du groupe terroriste juif Lehi dit aussi gang ou groupe Stern en septembre de la même année. Cet assassinat a provoqué une vive émotion dans le monde mais finalement Israël n'en pâtit pas), les négociations s'engagent en janvier 1949, en

premier lieu entre Israéliens et Égyptiens. Particulièrement efficace<sup>12</sup>, Bunche obtient un accord des deux parties ; la convention signée le 24 février sert de modèle pour les accords suivants, avec le Liban (23 mars), la Jordanie (3 avril) et la Syrie (20 juillet). L'ONU avait également prévu une Commission de conciliation chargée d'entendre les points de vue des uns et des autres et de tenter de les rapprocher. La Conférence de Lausanne censée y parvenir, ouverte en avril 1949, se clôt sur un échec : aucun compromis n'a pu être trouvé entre les États arabes qui ne veulent discuter que sur la base du plan de partage de 1947 et qui font du retour de tous les réfugiés une condition *sine qua non* et Israël qui exige la reconnaissance *de jure* de sa souveraineté sur les territoires conquis et qui n'envisage le retour en Israël que de 100 000 réfugiés. Par ailleurs, les Arabes palestiniens du haut comité présidé par le Mufti al-Husseini n'ont pas été invités à la Conférence pas plus qu'aux réunions préparatoires, ce qui conforte la décision prise par la Jordanie en janvier 1949 d'annexer la Cisjordanie et la partie restée arabe de Jérusalem.

Dès lors, comme le souligne l'historien H. Laurens dans « Paix et guerre au Moyen-Orient », « le conflit israélo-arabe est destiné à se perpétuer avec d'un côté, la volonté d'Israël d'affirmer son existence et éventuellement, après une phase de consolidation, de reprendre son expansion territoriale, et de l'autre, la réapparition progressive de la revendication palestinienne aussi bien dans les actions des premiers commandos palestiniens le long des lignes de démarcation que dans la radicalisation révolutionnaire et nationale du monde arabe des années 1950. »

## **La crise de Suez**

### *Les origines :*

Les origines du conflit remontent au 22 juillet 1952, date du renversement du roi Farouk par des officiers de l'armée égyptienne appartenant au « mouvement des officiers libres », organisation clandestine de jeunes officiers créée par le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser au lendemain de la guerre israélo-arabe de 1948 pour abolir la monarchie, promouvoir la justice sociale, combattre le colonialisme et rendre au monde arabe sa fierté ; ce

---

<sup>12</sup> Il en fut récompensé par le Prix Nobel de la paix en 1950. Il devint ainsi la première personne de couleur à être honoré dans l'histoire de ce prix.

mouvement avait obtenu le ralliement du général le plus respecté de l'armée égyptienne, Mohammed Naguib a son projet de coup d'Etat.

Cette révolution qui se veut donc à la fois sociale et nationale n'abolit la monarchie, pour ménager les Britanniques, que l'année suivante et proclame alors la république. Si Naguib en est le premier président, la réalité du pouvoir est entre les mains du colonel Nasser qui écarte Naguib dès 1954 et accède à la présidence de la république en juin 1956.

À la suite de cette révolution, le nouveau gouvernement abandonne les clauses de coopération avec les forces européennes, adopte une ligne nationaliste panarabe et revendique son appartenance au mouvement des pays non-alignés après que le colonel Nasser eut participé, en 1955 à la conférence des pays afro-asiatiques de Bandung (Indonésie).

Par ailleurs, depuis plusieurs années, il est question pour l'Égypte de se doter d'un nouveau barrage sur le Nil, à Assouan, afin de mieux maîtriser les crues du fleuve, améliorer l'irrigation des terres agricoles et produire de l'électricité. Or des fonds ont été demandés à l'Union soviétique et aux États occidentaux, mais ces derniers ont suspendu leurs négociations après la réception d'armes en provenance du bloc de l'Est, par l'Égypte.

Au cours de 1956, la tension s'accroît entre Israël et l'Égypte avec les raids menés par des combattants palestiniens (*fedayin*) sur le territoire israélien à partir de la bande de Gaza, alors sous souveraineté égyptienne et plus encore quand l'Égypte décide de bloquer le golfe d'Aqaba et d'interdire le canal de Suez aux navires israéliens. C'est dans ce climat que, le 26 juillet 1956, Nasser annonce, lors d'un discours à Alexandrie, la nationalisation et la mise sous séquestre des biens de la compagnie universelle du canal de Suez, au prétexte de financer les travaux d'Assouan : « La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits car tous ces fonds sont les nôtres et ce canal est la propriété de l'Égypte ... ». Or, la concession accordée à la compagnie du canal de Suez dont les actionnaires sont, en majorité, français et britanniques, court jusqu'en 1968. La compagnie riposte par le retrait de ses techniciens britanniques et français. Ils sont remplacés par d'autres, fournis par les pays non-alignés, l'Inde en particulier.

Le Premier ministre britannique, Anthony Eden, tente alors de convaincre son opinion publique de la nécessité d'une guerre contre l'Égypte. Pour cela, il fait appel aux souvenirs récents et douloureux de ses compatriotes en comparant la nationalisation du canal par Nasser aux coups de force de Mussolini et d'Hitler, vingt ans auparavant. Eden affirme qu'une

démonstration de force est nécessaire afin de dissuader Nasser de faire de l'Égypte une nouvelle menace militaire et le fait passer pour le « Mussolini du Nil ».

Pour la France, la ligne anticolonialiste et anti-impérialiste de Nasser apparaît comme une menace. Le FLN algérien, en lutte armée contre la France depuis 1954, a son siège au Caire et reçoit de l'Égypte une aide matérielle importante. Or, Guy Mollet, Président du Conseil, c'est-à-dire, sous la IV<sup>e</sup> République, chef de l'exécutif, est acquis à la cause de l'Algérie française et au soutien à Israël.

Un Etat d'Israël prêt à en découdre tant pour assurer sa sécurité intérieure que pour permettre à ses navires d'accéder à nouveau au canal de Suez et au golfe d'Aqaba.

#### *Les protocoles de Sèvres :*

Ils résultent d'entretiens secrets entre Français, Britanniques et Israéliens.

Ces entretiens se sont tenus du 21 au 24 octobre 1956 dans une villa isolée à Sèvres dans la banlieue sud-ouest de Paris. Ils débutèrent le 21 octobre entre la délégation israélienne, composée de David Ben Gourion, Premier ministre, Moshe Dayan, Chef d'Etat-Major de Tsahal (l'armée d'Israël) et Shimon Peres, directeur général du ministère de la défense et celle des Français formée de Guy Mollet, Président du Conseil, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense et Maurice Challe, chef d'état-major des armées. Les diplomates britanniques Selwyn Lloyd, Patrick Dean et Logan prirent part aux discussions à partir du lendemain.

Les trois délégations conviennent d'un accord qui devait rester secret, établissant le rôle de chaque partie. « L'État hébreu attaquera l'Égypte le 29 octobre 1956 dans la soirée et foncera vers le canal de Suez. Profitant de cette agression "surprise", Londres et Paris lanceront le lendemain un ultimatum aux deux belligérants pour qu'ils se retirent de la zone du canal. Si l'Égypte ne se plie pas aux injonctions, les troupes franco-britanniques entreront en action le 31 octobre ». Les alliés s'accordent donc pour qu'Israël s'engage militairement contre l'Égypte, laissant le soin à la France et au Royaume-Uni d'intervenir ensuite en demandant aux deux belligérants de retirer leurs troupes des rives du canal puis en menant une intervention franco-britannique sur Port Saïd, connue depuis sous le nom d' « Opération Mousquetaire ».

### *Succès militaires :*

Le 29 octobre, Israël envahit la bande de Gaza, s'enfonce dans le Sinaï et atteint rapidement la zone du canal. Comme convenu à Sèvres, le Royaume-Uni et la France proposent alors d'occuper la zone et de séparer les belligérants. Nasser, dont la décision de nationalisation du canal avait été accueillie avec enthousiasme par la population égyptienne, rejette la proposition et donne ainsi un prétexte aux forces franco-britanniques pour intervenir. Le 31 octobre, la France et le Royaume-Uni entament une vague de bombardements sur l'Égypte.

Le soir du 5 novembre, des parachutistes français sautent près de la ligne de chemin de fer bordant le canal au sud de Port Saïd, prennent le contrôle de la zone -dont l'aéroport Al-Gamil- et établissent un point sécurisé afin d'assurer l'arrivée des renforts aériens. Au matin du 6 novembre, des commandos britanniques investissent les plages. Leur assaut est soutenu par les salves des navires britanniques et français. La ville de Port Saïd est sévèrement touchée. Pour la première fois, il est fait usage d'hélicoptères lors des assauts. Devant la rapidité de l'invasion et la suprématie aérienne des commandos, l'armée égyptienne se voit forcée de capituler. Les commandos prennent alors le contrôle du canal et se dirigent au sud vers Le Caire.

### *Fiasco diplomatique :*

Mais c'est alors que survient une mise en garde très ferme de l'Union soviétique, elle-même en train de liquider l'insurrection hongroise par la force, qui arrête l'offensive : l'URSS menace la France, le Royaume-Uni et Israël d'une riposte nucléaire. L'OTAN rappelle à l'URSS que, dans ce cas, elle ripostera. L'URSS bluffe mais ce bluff permet aux Etats-Unis, attentistes jusque-là, de rappeler au Royaume-Uni et à la France qui est le « patron » de l'Alliance atlantique ; ils exigent le retrait des forces occidentales pour désamorcer la crise et font monter la pression contre le gouvernement britannique en lançant une attaque monétaire contre la livre sterling et envoient leurs forces navales et aériennes interférer dans le dispositif franco-britannique.

L'assemblée générale des Nations unies, réunie en session extraordinaire d'urgence du 2 au 10 novembre 1956, décide la création et l'intervention d'une « Force d'urgence des Nations Unies » (FONU) dont le but est de remplacer les forces franco-britanniques à partir du 15 novembre 1956 ; ce fut la première opération multilatérale des Nations Unies conduite par des militaires prêtés par des pays membres de l'ONU : les « Casques bleus » étaient nés.

Le corps expéditionnaire franco-anglais doit se retirer malgré sa victoire militaire. Israël évacue aussi le Sinaï. C'est l'ONU qui prend en charge la remise en état du canal. Celui-ci est rouvert à la navigation en avril 1957. En attendant, comme Nasser a ordonné la destruction de nombreux oléoducs, les pays d'Europe occidentale ont été confrontés aux premières restrictions dans leur approvisionnement en carburant.

### *Conséquences géopolitiques*

1. Après la guerre, la communauté juive égyptienne, forte d'environ 75 000 âmes, présente en Égypte depuis l'Antiquité, doit prendre les chemins de l'exil. En effet, le 23 novembre 1956, une proclamation du ministère des affaires religieuses, lue dans toutes les mosquées, affirme : « Tous les juifs sont des sionistes et des ennemis de l'État » et promet leur expulsion prochaine. Des milliers de juifs se voient forcés de quitter le pays avec une seule valise après avoir « fait don » de leurs biens au gouvernement égyptien. Ces juifs vont se réfugier en Israël (35 000), en France (10 000) car une grande partie d'entre eux est francophone, au Brésil (15 000), aux États-Unis (9 000) ou encore en Argentine (9 000).

2. La preuve est faite que le Royaume-Uni et la France ne sont plus les puissances dominantes dans cette région. Les États-Unis et l'URSS ont tenu à montrer qu'aucune politique au Proche-Orient -ou ailleurs- ne pouvait plus, depuis 1945, se faire sans eux. Les puissances européennes doivent définitivement admettre qu'elles ne sont plus des puissances mondiales et que leur rôle sur l'échiquier international ne peut plus être que complémentaire de celui des États-Unis. Toutefois, les deux puissances européennes ne tirent pas les mêmes enseignements de ce fiasco : la Grande-Bretagne dont le Premier ministre se retirera peu après de la vie politique, considère que, désormais, toute tentative isolée est vouée à l'échec et adopte un alignement quasi systématique sur la politique étrangère américaine. La France, soucieuse de conserver une marge d'autonomie vis-à-vis des États-Unis sinon de garder l'apparence d'une grande puissance, décide, elle, de se doter d'une force de frappe atomique autonome.

3. L'URSS gagne en prestige au Moyen-Orient et resserre son alliance avec l'Égypte. Pour les Soviétiques, la crise de Suez a aussi fait diversion aux événements de Hongrie où les chars russes écrasent l'insurrection de Budapest le 4 novembre.

4. Dans les pays arabes : le régime égyptien, malgré la défaite militaire, ressort triomphant de cette crise. Nasser, fort de sa victoire politique et diplomatique, jouit d'un immense prestige

dans le monde arabe. Il exploite à fond son image de martyr d'un complot impérialiste.

L'humiliation de la France et le triomphe de l'Égypte renforcent le FLN (Front de Libération Nationale), principal instigateur de l'insurrection qui a commencé le 1<sup>er</sup> novembre 1954 en Algérie.

Le Soudan, condominium égypto-britannique, accède à l'indépendance. En 1958, l'Irak, vassal de l'Occident passe, par une révolution, aux mains d'officiers pronassériens. Le Liban, en 1958, est secoué par une mini-guerre civile entre les chrétiens tournés vers l'Occident et les musulmans tournés vers le reste du monde arabe.

5. Israël conforte sa position de première puissance militaire de la région soutenue par la France qui renforce, comme elle s'y est engagée à Sèvres, sa coopération militaire avec l'État juif par, entre autres, la livraison des premiers avions à réaction de l'aviation israélienne (Mystère II, Mystère IV, Vautour), la fourniture de chars légers AMX-13 et le lancement d'une coopération nucléaire militaire.

### **De la crise de Suez à la disparition de l'URSS : le Moyen-Orient, terrain et enjeu de la rivalité américano-soviétique (1956-1991)**

#### *La guerre dite des Six jours*

Après la crise de Suez, le conflit israélo-arabe connaît pendant près de dix ans une intensité réduite et Israël met à profit cette décennie de quasi-tranquillité pour accélérer son développement économique : entre 1958 et 1968, son PNB augmente d'environ 10% par an et ses exportations sont multipliées par deux.

Mais, à la fin de 1965, ce calme relatif cesse et les incidents se multiplient non seulement à la frontière israélo-syrienne où les villages du nord de la Galilée sont soumis à d'incessants bombardements de l'artillerie syrienne, mais surtout à la frontière israélo-jordanienne où à l'intensification des raids terroristes répondent des représailles israéliennes toujours plus sévères. Le 13 novembre 1966, un raid de représailles israélien contre un village jordanien fait 18 morts et 134 blessés. L'escalade ne connaît plus de répit et, le 7 avril 1967, les Syriens perdent plusieurs avions dans un combat aérien.



Désormais, dans ce climat de tension grandissante, aggravé par les surenchères verbales des uns et des autres, le Raïs, Nasser est confronté à la donne géopolitique suivante :

- D'une part, il est toujours regardé par les masses arabes, après la crise de Suez, comme le héros de leur cause.
- Mais, d'autre part :

- Il se heurte à la méfiance et même à l'hostilité des autres dirigeants arabes dans le cadre de ce qu'on a parfois appelé « la guerre froide arabe » : son principal adversaire est l'Arabie Saoudite avec laquelle il est en conflit au Yémen. Celle-ci combat le nassérisme au nom de l'islamisme dont elle se fait le champion et que sa rente pétrolière grandissante lui permet de financer partout dans le monde musulman.

- Nasser est aussi confronté à la radicalisation du régime syrien : depuis le 23 février 1966, les éléments les plus durs du Baas ont conquis le pouvoir à Damas et veulent tester contre Israël les idées de guerre populaire. Ils accusent Nasser d'attentisme à l'égard de la question palestinienne.

- Or, sur cette question, Nasser doit aussi tenir compte de l'apparition d'une nouvelle génération de militants palestiniens qui ne veulent plus faire dépendre la « libération » de la Palestine de la réalisation de l'unité arabe, tels ceux du Fatah, mouvement créé en 1959 à Koweït qui abrite alors beaucoup de réfugiés palestiniens, par Yasser Arafat (1929-2004) et d'autres militants de la cause palestinienne (Salah Khalaf, Khalil al-Wazir et Mahmoud Abbas) avec pour objectif de « libérer tout le territoire palestinien de l'entité sioniste ».

- Enfin le Raïs sait l'intérêt toujours croissant des Grandes Puissances pour la scène proche-orientale : celui de l'URSS, prêt à soutenir les positions les plus radicales pour mieux asseoir son influence comme celui des États-Unis engagés, depuis l'arrivée au pouvoir, en novembre 1963, de Lyndon Johnson, pro-israélien de longue date, dans un processus de rapprochement avec Israël.

Aussi, dans le climat de tension grandissante en raison des incessantes attaques des commandos palestiniens en Israël et des incidents de frontière, évoqués plus haut, qui se multiplient notamment entre la Syrie et Israël, concurrencé par les discours enflammés d'Ahmed Chukairy (premier président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en 1964) dont le programme consiste, selon son expression, à « jeter les Juifs à la mer »

et par ceux de la nouvelle équipe au pouvoir à Damas, Nasser ne peut se contenter de ses propres surenchères verbales.

Dès lors, pour rétablir son leadership sur le monde arabe, il adopte, en mai 1967, une stratégie de provocations successives à l'égard de l'État juif.

Il renforce ses troupes dans le Sinaï, réclame et obtient le départ des Casques bleus interposés le long de la frontière entre l'Égypte et Israël et fait occuper leurs positions, remilitarise Charm el-Cheikh le 20 mai et, franchissant le Rubicon, ferme le détroit de Tiran à la navigation israélienne le 22 mai ; le port israélien d'Eilat, au fond du golfe d'Akaba, ne peut plus recevoir le pétrole en provenance d'Iran. Ce blocus est pour Israël un *casus belli*.

Nasser espère ainsi :

- Se donner à nouveau le beau rôle dans le monde arabe.
- Forcer la Jordanie à se rapprocher de lui et à rompre son alliance avec Ryad. C'est chose faite le 30 mai : le roi Hussein, poussé par son opinion publique en majorité palestinienne et donc nassériste, cède ; il se rend au Caire et signe un accord de défense avec l'Égypte.
- Enfin, obliger Israël à réagir et obtenir ainsi, comme en 1956, un arbitrage des Grandes Puissances qui lui soit favorable sans qu'il ait besoin de se lancer dans une guerre dont il sait qu'il a peu de chances de la gagner.

La France, principal fournisseur de l'armement israélien, conforte le Raïs dans ses analyses quand, début juin, elle annonce qu'elle ne soutiendrait pas celui qui attaquerait en premier et qu'il appartient aux quatre Puissances membres du Conseil de sécurité de l'ONU de trouver une solution.

Mais Nasser :

- Méconnaît la détermination du gouvernement d'Israël, portée par l'exaspération de sa population, à obtenir coûte que coûte et très vite la fin du blocus.
- Néglige le courant de sympathie en faveur d'Israël, assiégé (l'accord de défense jordano-égyptien parachève l'encerclement d'Israël) et apparemment menacé de destruction, dans l'opinion publique occidentale à laquelle le procès à Jérusalem, en mai 1960, d'Adolf

Eichmann, l'organisateur principal du programme nazi d'extermination des juifs durant la Deuxième Guerre mondiale, a rappelé les horribles heures de la Shoah.

- Et surtout, se trompe sur la position réelle des États-Unis, qu'il croit, pendant les tractations diplomatiques dont ceux-ci ont pris l'initiative, favorables à un règlement négocié, alors que Washington considère en fait que la fermeture du golfe d'Aqaba est bien un *casus belli*, ce qu'Israël, lui, n'ignore pas.

À l'aube du 5 juin 1967, Israël ouvre les hostilités contre l'Égypte et ses alliés jordaniens et syriens. En quelques heures et grâce à l'effet de surprise, l'armée de l'air israélienne détruit près de 300 avions égyptiens, 50 syriens et 20 jordaniens, la plupart au sol même. Privés de leur couverture aérienne, les troupes arabes sont stoppées sur tous les fronts. Cette action décisive réduit pratiquement à néant la menace arabe et tandis que les troupes au sol arabes sont pilonnées par l'aviation israélienne, celles de Tsahal progressent sans rencontrer de réelle résistance. En six jours, la victoire israélienne est écrasante : le Sinäi, la bande de Gaza, la Cisjordanie (y compris la vieille ville de Jérusalem) et le plateau du Golan sont conquis.

Cette guerre marque un tournant dans l'histoire contemporaine du Proche-Orient et modifie profondément la donne géopolitique au Proche-Orient :

- Elle installe Israël dans une position dominante, à ses yeux comme à ceux, quoi qu'ils en disent publiquement, des dirigeants arabes.
- Elle est appelée, par l'occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem-est et de Gaza, à transformer les relations israélo-palestiniennes.
- Enfin, elle modifie le rôle des Grandes Puissances sur la scène régionale : les États-Unis, comme certains dirigeants israéliens l'espéraient depuis quelque temps, se substituent à la France pour la livraison des fournitures militaires à Israël et sont conduits à s'impliquer toujours plus dans un hypothétique règlement du conflit israélo-arabe tandis que l'URSS renforce ses positions dans les pays arabes « progressistes ».

Après que le Conseil de sécurité de l'ONU eut adopté la désormais fameuse résolution 242 dans la version délibérément ambiguë proposée par la Grande-Bretagne, Nasser s'engage dans une guerre d'usure avec Israël.

L'échec de cette dernière conforte les mouvements palestiniens, qui se sont réorganisés en 1968 dans une nouvelle OLP où le Fath est entré et dont Yasser Arafat est devenu le

président, dans le choix d'une stratégie autonome utilisant le terrorisme, à l'échelle planétaire, pour faire aboutir sa revendication d'une Palestine arabe sur la totalité du territoire mandataire. Mais ce faisant, s'ils accèdent peu à peu, dans les chancelleries et dans l'opinion publique internationale, l'idée d'un fait national palestinien, ils fragilisent les pays qui leur servent de bases arrière en s'y comportant comme un État dans l'État. Le Liban est politiquement trop faible pour réagir – la guerre civile, comme nous le verrons plus loin, est en germe dans cette impuissance – mais la Jordanie, elle, est en mesure de le faire, compte tenu de la loyauté absolue de l'armée à son roi. Celle-ci, après que, le 1er septembre 1970, le roi a échappé à un attentat palestinien et que des avions de ligne détournés par des Palestiniens vers la Jordanie y sont détruits le 12 septembre, intervient à partir du 17 septembre, contre les fédajins et bombarde dix jours durant les camps de réfugiés et les bâtiments qui abritent les organisations palestiniennes. Ce « Septembre noir » permet au souverain Hachémite, au prix d'un bain de sang (entre 3 500 et 10 000 morts selon les sources), de démanteler les infrastructures palestiniennes (qui vont se reconstituer au Liban aggravant la fragilité de celui-ci) et rétablir un pouvoir sans partage sur son royaume.

La mort de Nasser (28 septembre 1970) provoque une très vive émotion dans le monde arabe qui ne veut retenir que les images du porte-drapeau charismatique de la « cause » arabe et qui pressent qu'avec cette disparition, c'est toute une époque qui se clôt, celle du rêve panarabe.

Confronté à un Israël que sa supériorité militaire a rendu sourd à toutes les propositions de compromis, le nouveau Raïs égyptien, Anouar al-Sadate, une fois ses positions affermisses, à l'intérieur et à l'extérieur (il se rapproche des milieux islamiques, de l'Arabie Saoudite et des États-Unis), son armée restructurée et abondamment dotée en matériels par l'Union soviétique, décide d'un commun accord avec la Syrie d'une guerre « totale » avec Israël.

### *La guerre dite du Kippour*

L'attaque, lancée le 6 octobre 1973, en plein ramadan et le jour de Kippour, sur les deux fronts (canal de Suez et Golan), surprend totalement les autorités et l'état-major israéliens. Tsahal subit de lourdes pertes et doit reculer sur les deux fronts.

Angoissés par ces revers initiaux et l'épuisement rapide de leur stock d'armement, les responsables israéliens réclament aux États-Unis des livraisons massives de leurs armes les plus sophistiquées ; ils obtiennent un pont aérien tandis que leur armée réussit un rétablissement spectaculaire, au nord en reconquérant le Golan et en s'avancant vers Damas et

au sud en traversant le canal de Suez pour encercler la troisième armée égyptienne. Le cessez-le-feu est définitif le 25 octobre 1973.

Si militairement Israël a obtenu, à l'arraché, une nouvelle victoire, politiquement le pays sort du conflit affaibli :

- Au plan intérieur, cette guerre a constitué un véritable électrochoc. L'opinion publique fustige l'excès de confiance du gouvernement, du ministre de la défense Moshé Dayan en particulier, dans l'invincibilité de Tsahal et l'infailibilité des services de renseignement, est consternée par l'ampleur des pertes (plus de 3000 morts, quatre fois plus que pour la guerre des Six-jours). Le Premier ministre, Golda Meir, doit démissionner et est remplacé par l'un des héros de la guerre des Six jours, le général Rabin. Certes, les travaillistes conservent le pouvoir, qu'ils occupent continûment depuis la fondation de l'État, mais leurs jours sont comptés et aux élections de mai 1977, la coalition de droite emmenée par Menahem Begin l'emporte.

- Au plan extérieur, ce conflit montre à Israël que la politique intransigeante et même arrogante qu'il a conduite jusque-là avec les vaincus de 1967, l'expose à des conflits à répétition, de plus en plus durs avec eux, et le fait entièrement dépendre du bon vouloir des États-Unis.

Quant à ces derniers et à l'Europe, soumis à un embargo décidé par les pays pétroliers arabes (16 octobre 1973), puis à une forte hausse du prix des hydrocarbures (qui n'a pas que des inconvénients pour les compagnies anglo-saxonnes), le prix du baril passant de 3 à 12 \$, ils mesurent combien ils dépendent des réserves du Moyen-Orient. La situation leur impose de prendre mieux en compte les effets du conflit entre Israël et ses voisins sur l'ensemble du monde arabe.

### *La paix avec l'Égypte*

Aussi, dans ce contexte, les Israéliens ne vont-ils pas dédaigner, comme ils l'avaient fait en 1971, les propositions de paix que leur fait le président Sadate, à l'occasion de sa spectaculaire visite à Jérusalem, dans son discours à la Knesset, le 20 novembre 1977. Spectaculaire mais aussi courageuse car, même si les Arabes ont retrouvé une certaine fierté après les victoires initiales de la guerre d'octobre 1973, et mesuré la force de l'arme pétrolière, les esprits sont loin d'être prêts à une normalisation des relations avec Israël. Cette initiative, relancée et soutenue avec beaucoup de ténacité par le président américain Carter,

débouche, après le sommet de Camp David (septembre 1978), sur le traité de Washington (26 mars 1979) : pour la première fois, Israël et un pays arabe, le plus important d'entre eux, signent un traité de paix et s'engagent à normaliser leurs relations.

Les pays arabes de la région sont d'autant plus unanimes à condamner ce traité et, en conséquence, à exclure l'Égypte, dès avril 1979, des institutions panarabes, qu'ils savent qu'une initiative similaire de leur part, pour ceux qui seraient tentés de la prendre, pourraient leur être fatale (comme ce sera malheureusement le cas pour Anouar al-Sadate, assassiné le 6 octobre 1981). Ceci, compte tenu des difficultés intérieures qu'ils affrontent, de la révolution iranienne (mars 1979) dont les effets déstabilisateurs dans tout le Proche-Orient viennent s'ajouter à ceux de la guerre civile qui fait rage au Liban depuis 1975 et, enfin, du constat qu'il leur faut désormais, dans le conflit avec Israël, compter avec l'OLP.

### *L'OLP s'affirme*

L'OLP est devenue un acteur autonome et incontournable de tout processus de règlement du conflit. Seuls les Israéliens affectent encore de l'ignorer. Arafat a obtenu au sommet islamique de Lahore (février 1974) que son organisation soit considérée par les 37 États participants comme « unique représentant du peuple palestinien ».

Ce qu'à leur tour, les États arabes, réunis à Rabat (octobre 1974), ont proclamé en déclarant l'OLP « seul et légitime représentant du peuple palestinien » ; enfin l'ONU a offert sa tribune à Arafat le 13 novembre 1974 et a admis l'OLP en qualité d'observateur. Une OLP qui campe sur sa position d'un État arabe sur toute l'étendue de la Palestine mandataire jusqu'au jour où, à Paris, le 2 mai 1989, Yasser Arafat affirme que cette revendication est « caduque ».

### *La colonisation des Territoires occupés*

La colonisation des Territoires occupés commence au lendemain des conquêtes de 1967. Elle est engagée pour des motifs stratégiques et idéologiques. D'une part, le gouvernement souhaite établir une ligne de défense sur le Jourdain, aussi encourage-t-il, dans le cadre du plan Allon, quelques petites colonies sur les hauteurs dominant le fleuve. D'autre part, des colonies s'implantent sous l'impulsion du sionisme religieux que la victoire « divine » de juin popularise en Israël et plus encore dans la Diaspora. À Jérusalem, la réimplantation de populations juives dans le quartier « juif », réaménagé, de la vieille ville et la création de nouveaux quartiers juifs au nord et au sud ont pour but de rendre « irréversible » la « réunification » de Jérusalem décidée dès le 28 juin 1967. Mais, sauf dans les implantations

hiérosolymitaines, la colonisation, en raison du coût, de l'éloignement et de l'insécurité, progresse peu : en 1978, on ne compte que 6 000 colons en Cisjordanie (hors Jérusalem-Est) et 1 000 dans la bande de Gaza. Prudent jusqu'à la signature du traité de paix avec l'Égypte, Begin, partisan depuis toujours du « Grand Israël » et poussé par ses alliés sionistes religieux, intensifie ensuite la colonisation dans les Territoires : aides financières à l'implantation généreusement distribuées par le ministre des Finances ; établissement des infrastructures et aménagements routiers pour lesquels, le ministre de l'Agriculture, Ariel Sharon, se démène inlassablement. En 1983, les colons sont déjà 20 000 répartis en 26 implantations en Judée (contre 6 en 1973) et 70 en Samarie (contre 10 en 1973). Dès cette époque, les colons acquièrent un poids politique sans commune mesure avec leur poids démographique : les partis sionistes religieux, incontournables pour constituer une majorité à la Knesset, menaçant de renverser le gouvernement dès que la poursuite de la colonisation paraît remise en question. Ainsi, quand quelques extrémistes s'installent, en 1980, en plein cœur d'Hébron (ville ô combien sensible parce qu'abritant le tombeau des Patriarches également vénéré par les religions juive et musulmane mais aussi parce que celle du pogrom de 1929), Begin, alors que les Juifs religieux disposent déjà, depuis 1967, d'une implantation aux portes d'Hébron, préfère envoyer Tsahal les protéger plutôt que de les déloger. Aussi, malgré la tension grandissante que provoque cette « cohabitation » forcée entre colons qui bénéficient des bienfaits de l'État et de la modernité et Palestiniens qui, non seulement en sont privés, mais voient leurs terres leur échapper et leur liberté de mouvement entravée, la colonisation s'est poursuivie inexorablement jusqu'à nos jours : on compte désormais plus de 500 000 colons dont 200 000 à Jérusalem-Est, plus de 300 000 en Cisjordanie où les 227 colonies qui occupent moins de 6 % du territoire, en contrôlent 42 %. Dans la bande de Gaza, les colons évacués à l'été 2005 étaient au nombre de 7000 mais ils accaparaient 30 % de la superficie face aux 1 600 000 Palestiniens qui devaient s'entasser sur le reste (la densité, l'une des plus fortes du monde, y dépasse, malgré l'évacuation des colonies, les 4 000 habitants au kilomètre carré). Cette situation est évidemment l'une des principales pierres d'achoppement des négociations de paix et la cause de violences continues qui débouchèrent fin 1987 sur une véritable insurrection : l'Intifada.

### *L'Intifada (le tremblement ou la secousse en arabe)*

L'Intifada est au début un mouvement spontané né de l'accumulation des frustrations de tous ordres dans les Territoires et qu'un drame de trop (un accident entre un camion israélien et un véhicule palestinien fait quatre morts à Gaza, le 9 décembre 1987) fait éclater.

Elle consiste pour les jeunes et même les très jeunes Palestiniens à harceler quotidiennement les troupes d'occupation israéliennes, à coups de pierres (d'où son autre appellation : « la guerre des pierres ») mais pas seulement (cocktails Molotov et armes blanches sont également employés), et fait l'objet d'une répression d'autant plus meurtrière que l'armée israélienne n'est ni préparée ni équipée pour faire face à ce type de soulèvement.

Fin 1988, l'Intifada a fait, selon les sources israéliennes, 340 morts et 7 000 blessés et a entraîné 26000 arrestations et 5600 mises en détention.

Mais, parallèlement, l'OLP, qui bénéficie auprès de l'opinion internationale de l'impact, très négatif pour Israël, qu'ont les images de l'Intifada – la bataille médiatique montre des jeunes gens armés de leurs seules pierres face aux chars de Tsahal – et qui tire les premiers bénéfices politiques de sa reconnaissance d'Israël (à Genève, en décembre 1988), devient un partenaire incontournable pour toute tentative de résolution du conflit. Ceci, surtout après l'abandon par le roi Hussein, fin juillet 1988, de ses prétentions sur la Palestine.

Le 14 décembre 1988, les États-Unis se disent prêts à dialoguer avec l'OLP à la condition que celle-ci renonce au terrorisme.

Cependant, deux problèmes subsistent :

- Du côté palestinien, l'OLP doit compter avec les mouvements islamistes, en particulier avec le Hamas (« Mouvement de la résistance islamique ») créé à l'occasion de l'Intifada, qui visent à la destruction de l'État d'Israël par tous les moyens y compris le terrorisme aveugle.
- Du côté israélien, bien que l'idée d'un dialogue avec l'OLP progresse dans l'opinion, les gouvernements successifs s'y refusent et poursuivent la colonisation des Territoires et la répression de l'Intifada.

Il faut le bouleversement des équilibres mondiaux : la perestroïka puis l'effondrement de l'URSS, pour que, après la première guerre du Golfe et une fois l'hégémonie mondiale des États-Unis clairement établie, un nouveau tournant soit pris.

*Le Proche-Orient, théâtre et enjeu de la rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS de 1956 à 1991*

Dans un Proche-Orient arabe travaillé par le panarabisme et le neutralisme prôné par les États qui, comme l'Inde et l'Indonésie, lancent le mouvement des non-alignés, mécontenté par la



déclaration tripartite (États-Unis, Grande-Bretagne et France, mai 1950) qui vise à limiter la course aux armements dans la région mais qui y est interprété comme un soutien indirect à Israël, mobilisé par l'évolution de la situation en Afrique du Nord, sensible au discours anticolonialiste de l'Union soviétique poststalinienne, Nasser, fort de son succès à la conférence de Bandung (avril 1955), fait entrer l'URSS dans le jeu proche-oriental dans le but d'équilibrer, à son avantage, l'omniprésence occidentale : les premiers contacts sont pris en juillet 1955 pour des livraisons d'armes par le bloc soviétique.

À partir de là, l'Union soviétique ayant pris pied au Proche-Orient, les puissances européennes y ayant été marginalisées après la crise de Suez et les États-Unis annonçant clairement (dans le discours du président Eisenhower au Congrès en mars 1957) leur intention de les y remplacer, la région devient un théâtre majeur de la confrontation entre les deux superpuissances jusqu'à provoquer la menace d'interventions directes et même l'alerte nucléaire américaine d'octobre 1973.

De 1955 aux années 1980, la pénétration soviétique au Proche-Orient est faite d'avancées et de reculs. L'objectif stratégique de l'URSS est d'ouvrir des brèches, les plus nombreuses et les plus larges possibles, dans la ceinture d'endiguement (« containment ») que lui opposent les États-Unis au Proche-Orient et, à partir de ces têtes de pont proche-orientales, d'une part, menacer les positions du bloc occidental dans une région vitale pour ce dernier en matière d'approvisionnement pétrolier et de commerce avec l'Asie du Sud-Est via le canal de Suez et, d'autre part, développer son influence sur tout le continent africain. Mais le nationalisme égyptien, comme celui du parti Baas, tout en se proclamant socialiste, récuse la lutte des classes et l'athéisme marxiste. Il rend donc la pénétration soviétique difficile et les rapports entre l'URSS et les pays arabes du Proche-Orient tumultueux. Toutefois, à force de patience, de beaucoup d'investissements civils et militaires et force couleuvres avalées, l'URSS occupe à partir du milieu des années 1970 des positions solides dans deux États-clés du Proche-Orient, l'Irak avec lequel, elle a conclu, le 9 avril 1972, un traité d'amitié et de coopération et la Syrie où elle a pris pied dès 1966 quand un groupe de militaires prosoviétiques y a pris le pouvoir et avec laquelle elle signe, le 8 octobre 1980, un traité d'amitié et de coopération.

Mais l'URSS n'est plus, à l'aube des années 1990, en raison de sa situation intérieure et de l'échec de son intervention en Afghanistan (1979-1989), capable de pousser plus loin son avantage au Proche-Orient et les bastions les plus stratégiques pour l'Occident, Israël mis à part, que sont les États de la péninsule arabique, resteront hors de son atteinte.

Ainsi, pendant la crise provoquée par l'invasion du Koweït par l'Irak (2 août 1990), l'URSS tente-t-elle bien de rester dans la "course" diplomatique en jouant les intermédiaires - avec ou sans illusions - entre Saddam Hussein et la coalition dirigée les Etats-Unis. Mais, ses efforts ayant été vains, une fois l'opération « Tempête du désert » lancée et l'armée de Saddam Hussein balayée, il est clair que, même si les Etats-Unis y mettent les formes (l'URSS copréside avec eux la séance inaugurale de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient qui s'ouvre le 30 octobre 1991), l'ère, ouverte en 1945, d'un Proche-Orient dominé, comme le reste de la planète, par la compétition entre deux superpuissances et leurs alliés respectifs, est close.

### **Les limites de l'hyperpuissance américaine (1991-2012)**

#### *L'héritage du jeu à deux des Etats-Unis et de l'URSS*

Le discours « progressiste » et anti-impérialiste qui accompagne la « poussée » soviétique dans le Proche-Orient arabe présente le soutien, de plus en plus inconditionnel, après 1967, des États-Unis à Israël comme l'avatar par excellence du néo-colonialisme américain et ruine le capital de confiance que les États-Unis s'étaient constitués dans les pays arabes du Proche-Orient entre les deux guerres.

Parce qu'ils ont en quelque sorte trahi bien des espoirs, les États-Unis sont désormais rendus responsables de tous les maux ; humiliations militaires, difficultés économiques, troubles identitaires : tout ou presque leur est imputé par l'opinion arabe.

Certes, l'hégémonie américaine depuis 1991, contraint les dirigeants arabes, sauf Saddam Hussein qui en paiera le prix, à abandonner leurs diatribes anti-américaines, mais le ressentiment des populations, loin de s'atténuer, s'exacerbe parce que ses causes n'ont pas disparu et que l'islamisme, comme nous l'avons vu, l'entretient pour arracher le pouvoir à des dirigeants fragilisés par leurs « compromissions » avec l'Occident.

Cette évolution va aussi laisser des traces dans les représentations américaines du Proche-Orient. Au fur et à mesure que la présence soviétique s'accroissait, Israël, comme celui-ci l'espérait, est apparu aux yeux des États-Unis comme le rempart indispensable contre la propagation du communisme dans tout le Moyen-Orient.

Après la dislocation du bloc soviétique, l'alliance est devenue si étroite entre les États-Unis et Israël que toute réévaluation de son intérêt stratégique pour l'Amérique n'est même plus pensable.

### *L'hégémonie américaine*

Avec la disparition de la menace soviétique, le Proche-Orient, qui avait déjà vu l'évolution technologique, civile et militaire, affaiblir la valeur de sa position géographique, perd une autre raison de son importance géostratégique.

Reste l'enjeu majeur pour les États-Unis que constituent leurs intérêts pétroliers dans le Golfe et la nécessité absolue pour eux de garantir l'intégrité territoriale et la stabilité de leurs protégées, les monarchies du Golfe. La guerre de 1991 contre l'Irak pour restaurer la souveraineté des Al-Sabah sur le Koweït répond à cette exigence.

### *La guerre du Golfe*

En août 1988, l'Irak sort ruiné de sa guerre de huit ans avec l'Iran. Sa dette publique atteint 150% de son PIB. Au prétexte qu'il aurait défendu la cause arabe et celle du sunnisme face aux Perses chiites, Saddam Hussein exige de l'Arabie Saoudite et du Koweït, auxquels l'Irak doit respectivement 45 milliards de dollars et 15 milliards de dollars, l'annulation de leurs créances mais aussi un don d'une valeur égale et les menace de recourir à la force en cas de refus. Le Koweït est le plus exposé car Bagdad n'a jamais accepté que ce territoire détaché de la Mésopotamie ottomane par le Royaume-Uni accède, par la grâce de ce dernier, à la souveraineté en 1961. Le 30 juillet, une réunion de médiation, organisée à Djeddah, échoue. Les troupes de Saddam Hussein envahissent le Koweït le 2 août 1990. Le jour même, le Conseil de sécurité des Nations unies exige le retrait des forces irakiennes, puis instaure un embargo commercial, financier et militaire. Le 29 novembre, une nouvelle résolution du Conseil de sécurité autorise les États membres à recourir à la force à partir du 15 janvier 1991, si, d'ici là, les troupes irakiennes ne se sont pas retirées du Koweït. Le 17 janvier 1991, la coalition anti-irakienne, basée en Arabie Saoudite et composée des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et d'une vingtaine d'autres pays, engage l'opération *Tempête du désert*, sous commandement américain. Précédée d'intenses bombardements, l'offensive terrestre de la coalition est déclenchée le 24 février ; l'armée irakienne est très vite mise en déroute, elle évacue le Koweït dès le 27 et le 28, après que l'Irak a annoncé qu'il accepte toutes les résolutions de l'ONU "sans conditions", la coalition accepte un cessez-le-feu.

Les pertes humaines se sont élevées à plusieurs dizaines de milliers de morts civils et militaires pour l'Irak, contre moins de trois cents tués pour les coalisés. Les deux tiers du potentiel militaire irakien ont été détruits. Les conditions de cessez-le-feu définies par le Conseil de sécurité de l'O.N.U. (notamment la destruction par l'Irak de ses armes chimiques et biologiques et de ses missiles à longue et à moyenne portée) ayant été acceptées par Saddam Hussein, la guerre prend officiellement fin le 11 avril 1991.

Or, tout au long de la crise, de la mise en place de la coalition « anti-Saddam » au déroulement du conflit, les Américains se sont vu confirmer combien la non-résolution du conflit israélo-arabe leur avait compliqué la tâche. Ainsi, Saddam Hussein s'en était-il pris à Israël – qui s'était pourtant proclamé neutre – par des tirs de missiles Scuds sur Tel-Aviv tandis que les foules palestiniennes manifestaient bruyamment leur soutien au maître de Bagdad alors que de nombreux pays arabes, à commencer par l'Égypte et la Syrie, avaient rejoint la coalition.

Sur un terrain qui est devenu le plus médiatique de la planète, il est alors impératif pour les États-Unis de montrer au reste du monde qu'il n'est pas de conflit, si complexe soit-il, qu'ils ne puissent résoudre.

### *La conférence de Madrid*

Les États-Unis réussissent à mettre sur pied une conférence internationale qui met en présence, officiellement pour la première fois, Israéliens et Palestiniens. Elle se réunit d'abord à Madrid en novembre 1991, puis se poursuit à Washington à partir de décembre sans donner de résultats concrets malgré les pressions américaines sur Israël (l'administration George Bush subordonne l'octroi de garanties bancaires à un emprunt de 10 milliards de dollars pour faire face à l'afflux des immigrants soviétiques à un gel de la colonisation dans les Territoires) alors entré en campagne électorale.

La défaite du Likoud aux élections législatives du 23 juin 1992 et l'arrivée du leader travailliste, Itzhak Rabin, au pouvoir débloque la situation : le financement de la colonisation des Territoires est réduit (du coup, les États-Unis accordent leur garantie bancaire), la loi qui faisait interdiction aux Israéliens d'entrer en contact avec l'OLP est abrogée par la Knesset le 20 janvier 1993 et, dès le lendemain, des négociations secrètes sont engagées à Oslo entre Israéliens et Palestiniens, parallèlement à la reprise des discussions officielles, dans le cadre du processus de Madrid, à Washington.

### *Les accords d'Oslo*

Fin août, il est annoncé qu'un accord a été trouvé à Oslo ; dans la foulée, Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement et le 13 septembre 1993 a lieu, à Washington, la désormais fameuse poignée de mains entre Rabin et Arafat, à l'occasion de la signature de la « déclaration de principe » qui fixe aux parties un objectif ambitieux : aboutir dans les cinq ans à un règlement définitif du conflit. Pour y parvenir, un processus de transfert d'autorité à un autogouvernement palestinien et d'extension territoriale, par étapes, de ses compétences sur la Cisjordanie et la bande de Gaza est prévu. Toutefois, l'examen des questions les plus épineuses, Jérusalem, les implantations, les sites militaires, est renvoyé aux négociations sur l'accord final. Malgré l'activisme et les violences meurtrières des extrémistes des deux bords, le processus engagé à Oslo semble irréversible : un accord de transfert de compétences à l'Autorité palestinienne est trouvé en août 1994, et en septembre 1995 sont signés à Washington, les accords dits " Oslo II " qui partagent les Territoires en trois zones (A, B et C). Dans la zone A s'exercera la responsabilité exclusive de l'Autorité palestinienne ; dans la " B ", les compétences seront partagées : la sécurité demeure du ressort d'Israël, le reste va à l'Autorité ; dans la zone " C ", Israël conservera une compétence exclusive ; le tout dans l'attente de l'accord final. Entre-temps, Israël et la Jordanie ont signé, dans une atmosphère particulièrement chaleureuse, la paix (octobre 1994) et Israël s'apprête à engager des pourparlers avec la Syrie.

Il reste beaucoup de non-dits dans les négociations israélo-palestiniennes et les arrière-pensées des uns et des autres n'ont pas disparu. En effet, à l'asymétrie des négociations israélo-palestiniennes se sont ajoutés les non-dits du point de départ de celles-ci : pour les Palestiniens, les concessions majeures avaient déjà été faites par leur reconnaissance de l'État d'Israël et leur renoncement à revendiquer la totalité du territoire de la Palestine mandataire ; dès lors, la souveraineté sur le reliquat de 1948, la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est ne pouvaient, dans leur esprit, leur être contesté. Pour les Israéliens, les frontières de 1967, obtenues par une victoire éclatante, constituaient au contraire la base initiale du compromis à trouver. Le refus d'explicitation est pour partie tactique mais il est aussi du domaine de l'indicible : les représentations des uns se sont forgées à partir de la négation de celles des autres et réciproquement.

Mais le processus engagé à Oslo vise justement à créer une dynamique de la paix qui en rendrait l'expression si tardive qu'elle en serait impossible. Cette dynamique Y. Rabin l'incarne. Sa disparition bouleverse la donne.

*L'assassinat d'Y. Rabin prive Israël du seul leader capable de conduire le processus d'Oslo à son terme*

L'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, à Tel-Aviv, par un jeune Juif orthodoxe, suscite la consternation partout dans le monde. En Israël, le choc est immense. Profitant du trouble de l'opinion israélienne et de la perspective des prochaines élections à la Knesset, les opposants palestiniens au processus de paix, les islamistes du Hamas et du Djihad, multiplient les attentats contre la population civile en Israël. Le leader de la droite israélienne, Benjamin Netanyahu, dénonce un processus d'abandon territorial qui n'apporte ni la paix ni la sécurité. Shimon Pérès, qui a succédé à Rabin, veut démontrer à un électorat désorienté qu'il peut être, outre l'homme de la paix (il a reçu, conjointement avec Rabin et Arafat, le prix Nobel de la paix 1994), l'homme de la fermeté : en réplique aux bombardements de la Galilée par le Hezbollah depuis le Sud Liban, il décide l'opération « Raisins de la colère », des frappes tous azimuts sur le Liban. L'opération tourne au fiasco : le pilonnage d'un camp de la FINUL fait 100 morts ; l'indignation est générale dans le monde et Shimon Pérès sort de cette intervention encore un peu plus affaibli politiquement.

Benjamin Netanyahu remporte, certes de justesse, les élections du 29 mai 1996. Il est immédiatement confronté à un dilemme : hostile au processus d'Oslo, il ne peut, en raison du parrainage américain, le dénoncer. Sa tactique va consister en manœuvres dilatoires accompagnées d'une accélération de la colonisation des Territoires. Mais, contraint par le président Clinton à accepter (accords de Wye Plantation, octobre 1998) un nouveau retrait des Territoires, il mécontente sa base électorale sans séduire le « camp de la paix » israélien. L'échec de sa politique conduit Benjamin Netanyahu à une défaite sans appel aux élections de 1999.

Rapidement, les immenses espoirs qu'avait fait naître la nette victoire du candidat travailliste, Ehud Barak, sont déçus. À l'image de sa coalition parlementaire, sa politique est ambiguë. Inconstance dans ses priorités stratégiques (Syrie, Liban, Autorité palestinienne), attermolements sur le respect du calendrier établi par les accords d'Oslo, valse-hésitation (entretenu, il est vrai, par les positions prises par les négociateurs palestiniens) au sommet de Camp David (juillet 2000), puis, après l'échec de ce dernier et le début de la deuxième

Intifada en septembre 2000, incohérence entre la brutalité de la répression des manifestations dans les Territoires et la volonté affichée d'aboutir à un accord avec les Palestiniens à Taba (ville égyptienne sur le golfe d'Aqaba près de la frontière avec Israël) en décembre 2000, conduisent E. Barak à l'échec.

Ambiguïté plus marquée encore des positions de son successeur de droite, Ariel Sharon, élu en 2001 et réélu en 2003 : ce dernier a transformé cette répression en une véritable guerre, avec l'accord tacite de l'administration républicaine de George W. Bush dont il a progressivement gagné les faveurs. Pour lui, l'Autorité palestinienne doit écarter Yasser Arafat afin qu'une solution politique redevienne possible : il faut donc, en attendant, qu'Israël entreprenne d'éradiquer le terrorisme par la force. Une « logique » que, mois après mois, chaque attentat-suicide est venu conforter. Mais, parallèlement, à une répression très dure de la deuxième Intifada, à une accélération de la colonisation et à la construction d'une « barrière de séparation », à partir de juin 2002, entre Israël et la Cisjordanie, au tracé empiétant sur cette dernière, Ariel Sharon a mené sa campagne électorale de 2003 en « modéré », partisan d'un État palestinien (sur, il est vrai, seulement 41 % de la Cisjordanie, dont au moins la moitié reste aux mains des colonies, avec un contrôle israélien des frontières et de l'espace aérien, une démilitarisation totale et, bien sûr, une nouvelle direction politique). Ambiguïté que ne lèvent pas les héritiers d'Ariel Sharon regroupés au sein du Parti Kadima, au pouvoir de mars 2006 à février 2009 : le gouvernement dirigé par Ehud Olmert, il est vrai confronté aux provocations épisodiques du Hezbollah (qui conduiront à une intervention militaire israélienne au Liban à l'été 2006 au bilan controversé) et à celles, permanentes, du Hamas, et donc à l'affaiblissement de l'autorité du président Abbas, envoie, comme ces prédécesseurs immédiats des signaux contradictoires : évocation implicite d'un sujet jusque-là tabou pour les dirigeants israéliens, le 1er janvier 2008, par Ehud Olmert, dans une interview au quotidien *Jerusalem Post*, celui d'un partage de Jérusalem, « Ceux qui, dans le monde, sont les amis d'Israël – qui soutiennent réellement Israël lorsqu'ils évoquent l'avenir – parlent de l'État juif dans les frontières de 1967. Ils parlent de la division de Jérusalem », mais quelques semaines plus tard l'extension d'une implantation au nord-ouest de Jérusalem est autorisée. Ambiguïté que ne risque pas de lever la coalition au pouvoir de 2009 à 2013: sa composition la traduit éloquentement puisqu'elle réunit, sous l'autorité de Benjamin Netanyahu, les travaillistes, la droite nationaliste du Likoud et l'extrême-droite ultranationaliste du parti Israël Beitenou. Celle sortit des urnes en 2013 n'est guère moins ambiguë : certes les

travailleuses sont dans l'opposition mais siègent au conseil des ministres des centristes hautement laïcs, des ultrareligieux et l'extrême droite annexionniste.

Mais la lassitude et même le découragement de beaucoup d'Israéliens (le « Peace Index » de décembre 2011 montre certes qu'une large majorité des Israéliens juifs (70%) soutient le processus de négociations de paix avec l'Autorité palestinienne mais indique aussi que seulement 30% d'entre eux le croient susceptible de réussir) tiennent aussi aux contradictions des positions palestiniennes comme à celles des pays arabes et, enfin, au contexte inquiétant qu'ont créé l'intervention en Irak des États-Unis, puis leur retrait, les révolutions arabes, le jeu trouble de la Russie et de la Chine et la menace d'un Iran doté de l'arme nucléaire.

Les contradictions palestiniennes résultent des rivalités de pouvoir entre le Fath et les mouvements qui, comme le Hamas, refusent tout accord avec Israël mais aussi des divergences d'analyse au sein même du Fath et donc de l'Autorité palestinienne.

Les positions que l'Autorité palestinienne a adoptées à Camp David et à Taba comme son attitude pendant le déclenchement, puis le déroulement de la seconde Intifada, ont soulevé beaucoup d'interrogations, en Israël (le jugement de Shlomo Ben-Ami, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Barak à l'époque des négociations de Camp David et de Taba, est particulièrement sévère) et ailleurs dans le monde sur la volonté réelle des Palestiniens d'aboutir à un compromis territorial et, à terme, à une réconciliation avec Israël. En fait, les échecs de Camp David et de Taba ont divisé l'Autorité palestinienne entre ceux qui, comme Mahmoud Abbas (dit Abou Mazen), l'un des fondateurs du Fath, pensent que le conflit avec Israël est un conflit politique qui doit être résolu par des moyens politiques et ceux qui, comme Yasser Arafat, jugeant le retour à la violence inévitable en raison de l'exaspération de la population devant le blocage du processus de paix et la misère qui se perpétue, souhaitent l'exploiter comme moyen de pression sur Israël. Ce dernier n'a voulu attribuer la responsabilité de cette contradiction interne qu'à la personnalité du président de l'Autorité palestinienne regardé comme l'homme d'un double langage, comme celui qui condamne les attentats-suicides mais qui, dans le même temps, adresse ses condoléances aux familles des kamikazes. Les autorités israéliennes, suivies par une majorité de la population juive, en ont tiré comme conclusion que Yasser Arafat n'était pas ou plus un interlocuteur crédible pour mener le processus de paix à son terme. La mort de ce dernier (11 novembre 2004), son remplacement à la tête de l'Autorité palestinienne par Mahmoud Abbas, n'ont pas levé ces ambiguïtés : l'incapacité de la nouvelle équipe dirigeante, il est vrai privée de signes ou de



gages donnés par Israël (ce dernier, au contraire, continuant sa politique d'assassinats ciblés de terroristes palestiniens), à tracer des perspectives politiques, économiques et sociales pour sa population, a conduit celle-ci à voter massivement pour le Hamas aux élections législatives de 2006, Hamas qui a pris, depuis juin 2007, le pouvoir dans la bande de Gaza où il s'arc-boute sur son refus de reconnaître Israël et lui adresse, plus ou moins régulièrement des missiles, au risque d'opérations de représailles dont la plus importante jusqu'à présent est celle, connue sous le nom de « Plomb durci », qui s'est déroulée en décembre 2008 et janvier 2009.

Ce positionnement du Hamas s'inscrit dans les ambivalences du discours dans les États arabes de la région.

La condamnation unanime par les pays arabes de la répression menée par Israël dans les Territoires après la reprise des violences de la « deuxième Intifada » ne peut paraître que, sinon légitime, au moins inévitable ; de même, les appels à la destruction de l'État juif en tant que tel par ceux qui ne l'ont jamais reconnu ne peuvent surprendre. En revanche, un constat fait depuis plusieurs années, mais que le blocage du processus d'Oslo a mis en pleine lumière, s'impose : même les pays arabes qui ont reconnu Israël et signé avec lui un traité de paix tolèrent que leurs médias expriment quotidiennement des positions qui nient la légitimité de l'État israélien et se nourrissent d'antisémitisme enflammé quand il ne s'agit pas d'antisémitisme pur et simple. Plus troublante encore est l'attitude, très répandue dans les milieux universitaires arabes de la région, qui consiste à cautionner les positions les plus radicalement hostiles à Israël, quand ce n'est pas à emprunter à l'Occident ses pires discours antisémites, comme, par exemple, celui des « Protocoles des Sages de Sion ».

### *La guerre en Irak et la chute de Saddam Hussein*

L'administration américaine est parvenue à la conclusion, depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, que le maintien de Saddam Hussein à la tête de l'État irakien constituait un obstacle dirimant à l'établissement de la pax americana au Proche- et au Moyen-Orient. La mise en quarantaine économique et politique de l'Irak n'ayant pas suffi à provoquer l'effondrement du régime, les États-Unis, après quelques mois de négociations infructueuses à l'ONU pour obtenir l'aval de la communauté internationale, décident une intervention militaire qui débute le 19 mars 2003. Le 9 avril, la capitale Bagdad tombe et avec elle le régime de Saddam Hussein. Les Américains et leurs alliés britanniques occupent le pays tout entier.

L'impact de cette intervention sur le conflit israélo-palestinien pouvait s'analyser positivement pour trois raisons : premièrement, la scène diplomatique proche-orientale serait « débarrassée » d'un des plus irréductibles opposants à toute normalisation entre Israël et ses voisins arabes, à tout processus de paix entre l'État juif et l'Autorité palestinienne et qui abritait et/ou finançait les plus farouches opposants palestiniens à tout compromis territorial avec Israël. Quant à la Syrie voisine, avec l'armée américaine à ses portes, elle devrait être conduite, pour s'éviter le même sort que l'Irak, à adopter une position plus conciliante que par le passé à l'occasion d'une éventuelle reprise des négociations avec l'État juif.

Deuxièmement, les États-Unis savaient qu'en intervenant en Irak, ils augmenteraient le ressentiment populaire arabe en particulier dans les pays du Golfe abritant leurs bases militaires. En conséquence, il leur fallait l'apaiser en manifestant leur souci des intérêts arabes en choisissant la relance du processus de paix pour l'exprimer.

Troisièmement, dans ce nouveau contexte, le gouvernement israélien serait conduit à modérer son intransigeance : effectivement, Ariel Sharon affirme, quatre jours après la prise de Bagdad, être prêt à faire des concessions pour permettre une reprise du dialogue avec les Palestiniens, notamment sur la question des implantations juives dans les Territoires. Il évoque des mesures « douloureuses pour chaque Juif », afin de parvenir à un règlement de paix et ajoute : « J'ai décidé de faire tous les efforts pour parvenir à un règlement (de paix). Je sens que la nécessité rationnelle de parvenir à un règlement prend le dessus sur mes sentiments (...) Toute notre histoire est attachée à ces lieux : Bethléem, Shiloh, Beit El. Je sais que nous aurons à nous séparer de certains de ces lieux (...). » La guerre en Irak a provoqué une « secousse au Moyen-Orient » qui a fait surgir « une occasion de parvenir à un accord avec les Palestiniens plus rapide qu'on ne le pensait (...) Il y a une occasion de créer des relations différentes entre nous, les pays arabes et les Palestiniens ».

Mais, force est de constater que les Palestiniens se sont retrouvés encore un peu plus seuls à la suite des événements en Irak : la marginalisation de l'Europe dans le dossier proche-oriental a été aggravée par ses dissensions sur le conflit irakien et l'effacement du monde arabe a empiré pour le même motif. Les Palestiniens ont donc dû, pour ceux qui le voulaient encore, s'engager dans des négociations à nouveau asymétriques où ils ne peuvent compter que sur le bon vouloir américain.

La « feuille de route », élaborée par le « Quartet » composé des États-Unis, de l'ONU, de l'Union européenne et de la Russie, a été dévoilée aux protagonistes, le 30 avril 2003, par le

président américain. Elle tirait, autant que le rapport de force le permettait, les leçons des échecs précédents : objectif final indéterminé, délais trop longs, absence de mécanismes de contrôle international. Elle prévoyait expressément d'aboutir par étapes, sur trois ans, à un État palestinien souverain avec un État palestinien provisoire (sans frontières définitives) dès la fin 2003 et confiait aux membres du quartet le soin de superviser le déroulement du processus en les associant à quatre groupes de travail : sur la sécurité, sur les « affaires diverses » (euphémisme pour désigner les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Gaza), sur la réforme des institutions palestiniennes et, enfin, sur l'aide humanitaire aux populations palestiniennes. Elle imposait aux deux parties qu'elles remplissent leurs obligations parallèlement et simultanément sans pouvoir invoquer de quelconques conditions.

Toutefois, les Israéliens exigeaient, préalablement à la mise en œuvre de la « feuille de route », en accord avec les Américains, que l'interlocuteur palestinien ne soit plus le président de l'Autorité palestinienne. Celui-ci avait, finalement, accepté de nommer, au printemps 2003, Mahmoud Abbas, l'homme de toutes les négociations avec les Israéliens et avec lequel ces derniers se disaient prêts à dialoguer, Premier ministre. Effectivement, sous les auspices de l'administration américaine, le dialogue reprend alors, pour la première fois depuis trois ans, entre Israéliens et Palestiniens et des signes encourageants sont enregistrés à partir de la fin juin 2003 ; d'un côté, les groupes palestiniens responsables de la reprise des attentats acceptent de respecter une trêve, pour trois mois, des attaques anti-israéliennes, de l'autre, Israël rétablit la liberté de circulation dans la bande de Gaza et démantèle quelques colonies « sauvages » en Cisjordanie.

Mais l'espoir ne dure que quelques semaines. Dès la fin août 2003, les islamistes du Hamas et du Djihad proclament la fin de la trêve, plongeant à nouveau la région dans la violence : à des attentats-suicides particulièrement meurtriers répondent l'élimination physique par Israël de responsables du Hamas et du Djihad, le bouclage des Territoires et même la menace du gouvernement israélien d'expulser, voire pour certains de ses membres, de tuer Yasser Arafat.

Les concepteurs de ce nouveau processus de paix pariaient sur la lassitude grandissante des deux camps devant un conflit qui rend le quotidien intolérable pour les deux peuples ; une lassitude qui pourrait les inciter à faire, cette fois, les concessions qu'ils n'avaient pas osé s'accorder en 2000. Ses supporters pariaient, eux, que les États-Unis, confrontés en Irak à des problèmes plus ardues que ceux qu'ils escomptaient, se réinvestiraient dans ce dossier pour

corriger leur image dans la région et presseraient leur allié israélien d'accepter un État palestinien « viable et continu », selon la « feuille de route ».

Force est de constater que ces paris ont échoué parce que, d'une part, ceux qui détenaient le pouvoir en Israël comme chez les Palestiniens n'avaient pas l'assise électorale ou populaire qui leur eût permis de négocier face à face les concessions réciproques qu'exigeait « la feuille de route » et que, d'autre part, ceux qui, principalement les États-Unis, auraient pu leur en imposer la réussite, n'en n'avaient pas – ou plus – la possibilité.

Depuis, quels que soient les espoirs nés de l'évacuation de la bande de Gaza, de la conférence d'Annapolis ou de l'élection de Barak Obama, aucune avancée notable ne s'est produite sur les dix premières années du XXIème siècle pour ce qui touche à la création d'un Etat palestinien souverain et à l'établissement d'une paix dûment signée entre Israël et l'ensemble de ses voisins.

### *L'instabilité en héritage*

#### *L'effacement européen*

L'Europe souhaiterait s'impliquer plus activement au Proche-Orient et notamment jouer un rôle plus valorisant dans la résolution du conflit israélo-palestinien que celui auquel elle est réduite : celui de financier de l'Autorité palestinienne. Or, sa position est affaiblie parce qu'elle est l'objet d'accusations incessantes, en Israël et dans la diaspora juive, de partialité au détriment d'Israël. À cela s'ajoute – et c'est peut-être le plus important – la difficulté qu'éprouve l'Union à se doter d'une politique étrangère commune et à se donner les moyens, notamment militaires, de la mettre en œuvre alors que les approches géopolitiques de ses vingt-sept membres sont souvent très différentes et parfois même totalement opposées comme on a pu le voir quand il s'est agi de suivre ou non les Etats-Unis dans leur « croisade » irakienne ou plus récemment quant à l'attitude à adopter à l'égard des révolutions arabes.

#### *La Russie et la Chine trouble-fête ?*

Après la disparition de l'URSS, la Russie n'a plus joué qu'un rôle modeste au Proche-Orient. Certes, elle est membre du Quartet mais elle ne peut plus compter dans la région, après l'élimination de Saddam Hussein à laquelle elle n'a pas pu s'opposer, que sur un seul allié, la Syrie, mais un allié précieux car il lui garantit une base navale, Tartous, en Méditerranée.

La conquête du pouvoir par Vladimir Poutine change progressivement la donne. Tour à tour, président (2000-2008), premier ministre (2008-2012) et, en 2012, redevenu président, Vladimir Poutine, ancien colonel du KGB (services secrets soviétiques) est resté un pur produit de la guerre froide qui voit la main des services secrets occidentaux, CIA en tête, partout : dans les "révolutions de couleur" survenues dans certaines républiques de l'ex-URSS (Géorgie en 2003, Ukraine en 2004, Kirghizistan en 2005), dans le "printemps arabe" mais aussi... derrière la contestation en Russie. Parallèlement, il se fait, au fil des années, le chantre de plus en plus insistant du retour de la puissance russe.

Aussi, se saisit-il de la révolution syrienne pour revenir en force sur le devant de la scène proche-orientale et s'opposer – en utilisant le droit de veto de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU – à toute condamnation du régime syrien. Il inscrit ainsi son action dans la continuité de décennies de coopération entre la Syrie et l'URSS d'abord, la Russie ensuite ; une longue tradition de coopération qui explique que les entreprises russes soient très présentes en Syrie, dans l'énergie, l'agriculture, les télécommunications et le tourisme et plusieurs gros projets comme celui d'un réacteur nucléaire civil. Il défend aussi l'allié qui lui abrite ses navires de guerre à Tartous, base navale construite en 1971, qui représente non seulement le seul accès pour la marine russe en Méditerranée, mais aussi sa seule base militaire encore en activité en dehors des anciens territoires soviétiques. Il soutient pareillement le client – pas toujours bon payeur – qui lui achète son matériel militaire (entre 2007 et 2010, les Russes ont vendu pour 4,7 milliards de dollars de matériel militaire au gouvernement d'al-Assad après 2,1 milliards entre 2003 et 2006 ; ce marché syrien représente environ 10 % des exportations d'armes russes). Enfin, il exprime son refus de toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures des Etats qui pourrait conduire à un changement de régime en Syrie, processus dont il redoute qu'il puisse être imité ailleurs ; V. Poutine n'a aucune envie que la « contagion démocratique » ne gagne le Caucase où les dirigeants des différentes républiques de la région, perçus comme des vassaux de la Russie par leurs populations, n'ont rien à envier à leurs homologues déchus du monde arabe (clientélisme, corruption, culte de la personnalité) et, de là, que cette « contagion démocratique » attise la contestation de son pouvoir en Russie même. Il prend ainsi le risque, assumé, d'entretenir l'hostilité, il est vrai, déjà bien établie de l'opinion arabe à l'égard du régime russe.

La Russie n'est pas la seule à défendre cette position. La Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud se sont rangées à ses côtés, refusant toute ingérence en Syrie. De là, l'espoir pour la Russie de prendre la tête d'un « front du refus » qui lui rendrait une part du statut qui était celui de

l'URSS : parler d'égal à égal avec les Etats-Unis. Obliger ces derniers à prendre en compte la position russe sur la crise syrienne ou le dossier nucléaire iranien, aujourd'hui, ce serait s'assurer que, demain, sur d'autres enjeux essentiels, pétrole ou gaz, par exemple, la voix de la Russie sera entendue. Et ceci d'autant mieux que certains signes peuvent laisser croire qu'après vingt ans « d'hyperpuissance », l'Amérique se veut moins impériale.

### *Affaiblissement ou retrait américain ?*

La place centrale qu'occupent les États-Unis sur l'échiquier proche-oriental, leur soutien financier et militaire sans faille à Israël depuis trente-cinq ans, leur influence sur de nombreux États arabes de la région dont la pérennité des régimes, pour certains d'entre eux, dépend du bon vouloir américain, leur statut d'« hyperpuissance » depuis la disparition de l'URSS confèrent aux États-Unis un rôle primordial, une responsabilité particulière dans la résolution ou non de la question palestinienne. Chacun s'accorde, pour s'en réjouir ou pour s'en inquiéter, en Israël et dans les Territoires comme dans le reste du monde, sur le fait qu'aucun accord ne peut être trouvé sans le concours des Américains. Or, l'administration Clinton, affaiblie par la fin troublée du mandat présidentiel, est incapable, à Camp David, puis à Taba, d'imposer un accord. Puis, les États-Unis, surtout après les attentats du 11 septembre 2001, ont paru se désintéresser du processus de paix israélo-palestinien et donner blanc-seing à Ariel Sharon, pour se tourner vers les foyers moyen-orientaux du terrorisme international et leur réserver leurs moyens de pression diplomatiques et militaires : diplomatiques sur l'allié pakistanais, militaires sur l'ennemi Taliban en Afghanistan et ceci jusqu'au déclenchement de la guerre en Irak (mars 2003) et l'annonce de leur volonté de relancer le processus de paix. Cette annonce, cette fois encore, n'a pas été suivie d'effets concrets et la conférence internationale d'Annapolis (novembre 2007), réunie par un président Bush, affaibli et en fin de mandat, n'a pas été en mesure d'atteindre l'objectif fixé : la création d'un État palestinien avant 2009. Les espoirs qu'a fait naître, chez les partisans d'une paix négociée, l'élection en novembre 2008 de Barak Obama à la présidence des Etats-Unis, ont été confortés par l'approche adoptée par son administration : « il a correctement identifié la colonisation comme la pierre d'achoppement de toute avancée du processus de paix et en a exigé l'arrêt absolu... » Mais sans que cette approche permette, pour le moment, à ces espoirs de se concrétiser. Au contraire, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, fort du soutien inconditionnel du Congrès américain comme de celui des candidats aux primaires républicaines rivalisant dans les promesses à la droite israélienne (pas d'Etat palestinien, transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, etc.), prenant prétexte de

l'environnement plus incertain créé par les révoltes arabes, repousse toute perspective d'établissement d'un Etat palestinien et poursuit l'extension des implantations israéliennes en territoire palestinien passant outre à l'opposition de l'administration américaine. Dans ces conditions, ne peut-on craindre un enlisement du conflit, sur fond de radicalisation du monde musulman, des masses palestiniennes en particulier, refusant tout ce qui pourrait ressembler à une pax americana ?

Par ailleurs, les Etats-Unis ont, dans le borbier irakien, non seulement perdu près de 5000 hommes, dépensé 740 milliards de dollars et laissé un pays endeuillé (100 000 civils irakiens ont été tués de 2003 à 2010) et divisé, mais ils ont aussi fragilisé leur statut d'hyperpuissance, aux yeux notamment de leurs alliés sunnites de la région sans inquiéter plus avant les adversaires de ces derniers de « l'arc chiite » (Iran, Syrie, Hezbollah libanais). Pire, le pouvoir à Bagdad, aux mains de la majorité chiite, ne cesse de se rapprocher de Téhéran, la capitale du chiisme militant. « Ironie de l'histoire que le grand stratège George W. Bush n'avait sûrement pas imaginée en lançant ses troupes à l'assaut de l'ancienne Mésopotamie en mars 2003 : l'Irak post-américain pourrait remplacer la Syrie des Assad dans le rôle du grand allié arabe de la République islamique d'Iran.<sup>13</sup> »

L'Amérique paraît sur le retrait, moins influente qu'hier aussi bien sur le dossier israélo-palestinien que sur celui, plus global, de la stabilité du Proche-Orient. « Mais s'il y a un vide, il n'est rempli par personne. Aucun des Grands de l'heure, Chine, Russie, Union européenne, etc., n'a l'ambition de prendre le relais. Ce sont les puissances locales - Arabie saoudite, Turquie, Iran - qui mènent le jeu. Le Proche-Orient est, peut-être comme jamais, maître de son destin.<sup>14</sup> »

---

<sup>13</sup> Alain Frachon, *Le Monde*, 5 janvier 2012

<sup>14</sup> Alain Frachon, *ibidem*





